

les patrons licencieurs à l'œuvre

p. 4 - 10 à 12

lutte **ouvrière**

**Droits
de la femme
dans le monde**

**le progrès
à reculons**

p. 16

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 894 - 20 juillet 1985 - prix : 6 F

**Assurance-chômage : les patrons paieront moins
les travailleurs paieront plus**



**Bolivie : un retour des militaires
préparé par la politique de la gauche**

p. 9

sommaire

En France

Page 2 :

— Les caravanes de Lutte Ouvrière.

Page 4 :

— Dans les entreprises : Valéo (Issy-les-Moulineaux) ; Thomson (Colombes) ; Peugeot (Sochaux) ; Citroën (Aulnay).

Page 6 :

— Dur, dur de préserver la nature et les profits.
— La police va travailler du carnet.
— Prison : les grâces discrètes de Mitterrand.

Page 12 :

— Le contrecoup des suppressions d'emplois à Renault.

Pages 10 à 12 :

— Dans les entreprises : Clecim (Saint-Chamond, Loire) ; Chantiers SNCF (Paris-Masséna) ; SNECMA (Corbeil-Essonnes) ; PTT (Paris 17) ; Benes Marrel (Corbeil-Essonnes) ; Banque de France (Puteaux) ; Renault (Flins) ; Renault (Billancourt) ; CGCT (Massy) ; RATP (Ligne 7) ; Thomson (Gennevilliers).

Dans le monde

Page 7 :

— Etats-Unis : des contrats anti-ouvriers... avec la signature syndicale.
— Chili : sur la situation des prisonniers politiques (communiqué).
— Kurdistan turc : une répression sans trêve.

Page 8 :

— Afrique du Sud : répression sanglante.
— Soudan : toujours la dictature.

Page 9 :

— Bolivie : les responsables du possible retour de Banzer.
— Argentine : expulsion des travailleurs de Ford.

Page 16 :

— Bilan de la « Décennie pour les femmes » : ça ne va pas fort pour le « sexe faible » !
— Violence contre les non-violents de « Greenpeace ».

Culture

Page 13 :

— Livres : *Pour l'amour de Finette* de Remo Forlani ; *Quelque chose, là-bas* de Nadine Gordimer ; *Oro de Cizia Zykë* ; *Zeida de nulle part* de Leïla Houari.

Pages 14 et 15 :

— Films : *Starman* de John Carpenter ; *Les Contes clandestins* de Dominique Crèvecoeur ; *David, Thomas et les autres* de Laszlo Szabo ; *Crazy Day* de Steven Spielberg ; *Rouge-Midi* de Robert Guedigian ; *Sang pour sang* de Joe Cohen.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

les caravanes de Lutte Ouvrière

Ce serait bien le diable si, dans la région où vous passez vos vacances, vous ne croisez pas une des caravanes de Lutte Ouvrière. Car elles sont en route depuis la mi-juillet jusqu'au 16 août, nos caravanes. Que cela soit au Pays basque, en Aquitaine, dans le Languedoc ou en Provence, en Vendée ou bien encore en Bretagne, dans le Nord ou dans la région du Gard !

Et pour discuter avec nos militants de la société, du socialisme et de l'avenir de l'humanité, entamer des débats sur la politique anti-ouvrière du gouvernement actuel, ou sur le nouveau cours du PCF depuis sa sortie du gouvernement, confronter ses idées, envisager des solutions aux problèmes multiples qu'affrontent tous les travailleurs dans la période actuelle (chômage, pouvoir d'achat en baisse, arrogance des patrons...), c'est la bonne occasion ! En vacances, on n'est quand même pas obligé de bronzer idiot ! (Alors, rendez-vous à l'une de nos étapes. Nous en publions la liste ci-dessous).

CARAVANE NORD
du 3 au 16/8

03/8 — Mers-les-Bains.
04/8 — St-Valéry sur Somme.
05/8 — Fort-Mahon.
06/8 — Quend-Plage.
07/8 — Berck-sur-Mer.
08/8 — Stella plage.
10/8 — Etaples.
11/8 — Le Portel.
12/8 — Boulogne.
13/8 — Wissant.

CARAVANE BRETAGNE SUD
du 13 au 26/7

20/7 — Plœmeur.
21/7 — Nevez.
22/7 — Benodet.
23/7 — Le Guilvinec.
24/7 — Douarnenez.
25/7 — Plomodiern.

CARAVANE BRETAGNE NORD
du 3 au 16/8

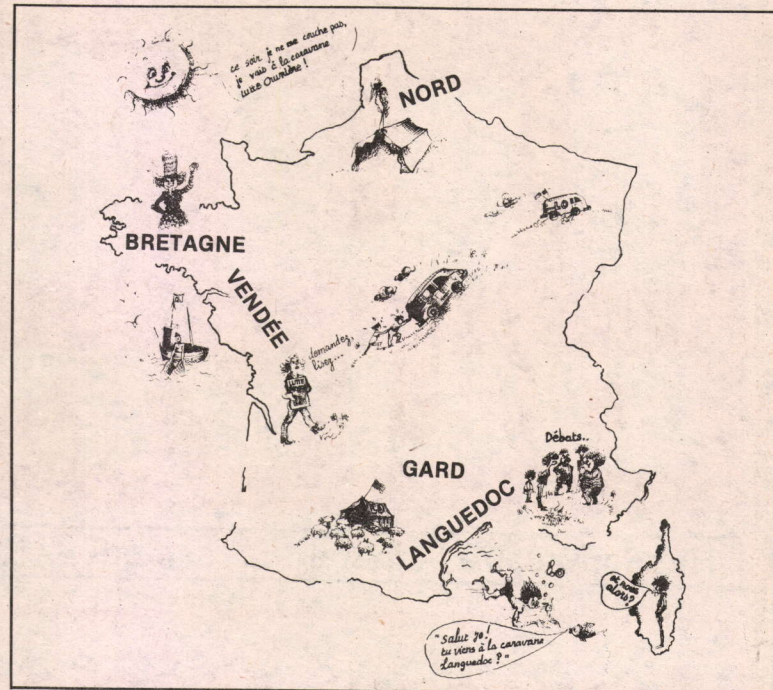
04/8 — Morlaix.
05/8 — Trebeurden.
06/8 — Tregastel.
07/8 — Treguier.
08/8 — Paimpol.
10/8 — Erquy.
11/8 — Pleneuf Val.
12/8 — Erquy.
13/8 — St-Lunaire.

Soif (de profit) d'aujourd'hui

Depuis quelques mois, la mode du yoyo, rebaptisé « roll in » a réapparue. Cette vogue subite ne doit rien au hasard. La plupart de ces « roll in » sont aux couleurs de Coca-Cola, Sprite ou Fanta, trois marques parrainées par le même trust, Coca.

C'est lui qui a planifié le lancement de ce gadget jusqu'à envoyer ses yoyos à des hommes politiques, publicitaires, gens du show-business, histoire qu'ils soient « in the wind » et en influencent d'autres. Et il a organisé 20 000 épreuves dans 150 villes françaises.

Avec plus de 3 millions de yoyos vendus depuis le 20 avril, Coca a trouvé un nouveau support publicitaire, mobile et payé par les clients !



CARAVANE VENDEE du 13 au 26/7

20/7 — Ile d'Yeu.
21/7 — La Faute-sur-Mer.
22/7 — Le Château-d'Oléron.
23/7 — Saint-Pierre-d'Oléron.
24/7 — Domino.
25/7 — Meschers.

CARAVANE AQUITAINE
du 13 au 26/7

20/7 — La Hume.
21/7 — Biscarosse-Plage.
22/7 — Mimizan-Plage.
23/7 — Biscarosse-Bourg.
24/7 — Lit et Mixe.
25/7 — Léon.

CARAVANE GARD du 27/7 au 9/8

27/7 — Lalevade.
28/7 — Joyeuse.
29/7 — Ruoms.
30/7 — Vallon-Pont d'Arc.
31/7 — Saint-Martin d'Ardèche.
01/8 — Bagnols-sur-Cèze.
03/8 — Remoulins.
04/8 — Alès.
05/8 — Anduze.
06/8 — Le Vigan.
07/8 — Sainte-Enimie.
08/8 — Meyrueis.

CARAVANE COTE BASQUE
du 3 au 16/8

03/8 — Vieux-Boucau.
04/8 — Seignosse-le-Penon.
05/8 — Saint Vincent de Tyrosse.

06/8 — Ondres.
07/8 — Anglet.
08/8 — Ascain.
10/8 — Hendaye.
11/8 — Saint-Pée sur Nivelle.
12/8 — Hasparren.
13/8 — St-Jean-Pied-de-Port.
14/8 — Bayonne.
15/8 — Tarnos.

CARAVANE LANGUEDOC
du 13/7 au 25/7

20/7 — Port-la-Nouvelle. Parking rue A. Fuet.
21/7 — Gruissan-Plage. Place du marché.
22/7 — St-Pierre de Mer. Front de mer.
23/7 — Narbonne Plage. Parking de la Plage.
24/7 — La Redoute Plage. Parking de la Plage.
25/7 — Vias. Place du marché.

CARAVANE LANGUEDOC
du 3/8 au 16/8

03/8 — Banyuls.
04/8 — Argelès Plage.
05/8 — St-Cyprien Plage.
06/8 — Ste-Marie-Plage.
07/8 — Port Leucate.
08/8 — La Franqui.
10/8 — Port-la-Nouvelle.
11/8 — Gruissan Plage.
12/8 — St-Pierre de Mer.
13/8 — Narbonne Plage.
14/8 — La Redoute Plage.
15/8 — Frontignan.

Trigano s'annexe le sahara occidental

Gilbert Trigano, P-DG du Club Méditerranée, vient de signer avec les autorités marocaines un bail pour la location d'un ensemble touristique et hôtelier à El Aïoun, au Sahara occidental.

La région concernée est en guerre : le Sahara occidental est occupé depuis dix ans par l'armée marocaine qui se heurte sur place à l'opposition des

Sahraouis. Le Front Polisario, l'organisation sahraouie de résistance, dénonce l'installation du Club Méditerranée : « C'est un geste de guerre, dit-il, et la sécurité des touristes qui s'y rendront n'est pas assurée ».

« Au Club Méditerranée, vous verrez de près une vraie guérilla » : est-ce là le prochain slogan de Trigano ?

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Assurance chômage :

**les patrons paieront moins,
les travailleurs paieront plus**

Une attaque en règle contre la classe ouvrière

JEUDI midi à la télévision, le responsable du CNPF, le syndicat des patrons, s'est dit content. Il a de quoi d'ailleurs. Il y a une semaine le gouvernement acceptait de prendre à sa charge les congés-conversion destinés à licencier en douce (même si ce n'est pas en douceur). Cette semaine les dirigeants des centrales syndicales, à l'exception de la CGT, viennent d'accepter une augmentation des cotisations chômage des seuls travailleurs pour financer, assurent-ils, une augmentation des allocations des chômeurs en fin de droit.

Ainsi l'Etat paiera plus, les travailleurs paieront plus, il n'y a que les patrons qui ne paieront pas plus. Et cela avec la bénédiction de la plupart des organisations syndicales.

Mieux — ou plutôt pire ! — l'accord signé prévoit que les négociations futures se placeront dans la perspective d'une réduction de la part dite patronale dans la cotisation chômage ; ce qui sera compensé par une augmentation progressive de la cotisation des travailleurs. C'est ce que réclamaient les patrons depuis longtemps !

Les représentants du CNPF — et une partie des moyens d'information — ont pourtant encore le culot de présenter cela comme une concession qui aurait été faite aux chômeurs. Voyez plutôt : pendant que le patronat se prépare à payer moins pour les ouvriers qu'il licencie, il autorise les travailleurs à payer plus pour aider les chômeurs ! Et les dirigeants syndicaux signataires ont le culot de faire chorus avec les patrons en présentant ces mesures comme les seules possibles.

Alors voilà, pendant que, grâce aux licenciements, grâce au chômage, comme d'ailleurs grâce aux subventions gouvernementales, le grand patronat augmente ses bénéfices, ni le gouvernement dit de gauche, ni les chefs syndicalistes ne songent à toucher à ses bénéfices ; c'est aux salaires des travailleurs, qu'ils s'en prennent.

Alors le patronat a de quoi être content.

Mais les travailleurs, ceux qui ne font encore que craindre d'être au chômage comme ceux qui y sont déjà, auraient de quoi être en colère.

Et ils ont de quoi écouter un autre son de cloche, celui qu'ont fait entendre au moment même où se déroulaient ces négociations, les travailleurs des Chantiers Navals de la Normed à Dunkerque.

La direction de leur entreprise leur ayant annoncé la veille que 700 travailleurs seraient mis en congés de conversion, ils n'ont pas été dupes. Ils ont manifesté à l'appel de la CGT devant la Préfecture. Et quand les CRS sont venus les déloger — puisque c'est devenu l'accueil habituel que les pouvoirs publics réservent aux manifestants ouvriers ou aux grévistes — les travailleurs les ont accueillis à coups de boulons. Un accueil sur lequel la télévision s'est d'ailleurs montrée discrète.

Il faut croire que les travailleurs de la Normed n'étaient pas séduits par les congés de conversion qui, au bout de dix mois à 65 % du salaire, les conduiraient au chômage. Pas plus qu'ils n'étaient séduits par les 63 F par jour qu'ils pourront toucher s'ils deviennent un jour des chômeurs en fin de droit !

Alors, devant leurs réactions les responsables locaux et gouvernementaux ont comme par hasard trouvé une commande de la SNCF qui permettrait d'éviter que le site ne ferme, un temps du moins. Cet engagement n'est peut-être qu'un leurre. Mais il a été un geste de recul et la preuve que, si satisfaits d'eux-mêmes qu'ils soient, gouvernants et patrons craignent les réactions de colère de la classe ouvrière, même si elles sont limitées et contrôlées par la CGT. Car ils savent qu'ils sèment le mécontentement. Et ils ont peur que si quelque part la colère éclate, cela entraîne d'autres travailleurs. Comme ils savent que si les travailleurs se mettent vraiment en colère, ils deviendront sourds aux beaux raisonnements de ceux qui aujourd'hui déguisent encore leurs attaques derrière des belles paroles auxquelles personne ne croit plus.

Eh bien c'est cette sainte frousse-là que les travailleurs doivent chercher partout à inspirer aux patrons et au gouvernement comme aux responsables syndicaux qui osent prétendre parler au nom des travailleurs même quand ils se mettent à plat ventre devant les exigences patronales. En réagissant durement, oui. En rendant coup pour coup.

La classe ouvrière de ce pays est attaquée par le patronat, c'est vrai. Elle est trompée par ses dirigeants, c'est vrai aussi. Mais ses forces sont intactes. Et si partout des centaines de milliers de travailleurs refusent de se laisser faire et rendent du gauche ce qu'on leur assène du droit, c'est la bourgeoisie qui reculera.

Arlette LAGUILLER

Cuisine électorale dans les coulisses

Dimanche 14 juillet sur TF1, en précisant la façon dont il envisageait ses rapports futurs avec une majorité de droite à l'Assemblée au cas où le Parti Socialiste perdrait les élections, Mitterrand a tout bonnement confirmé qu'il était prêt à se passer du PS. Il a annoncé à la droite qu'il s'appropriait à gouverner seul avec elle.

Au moment où, après quatre ans de gouvernement de gauche, la droite paraît plus que jamais en mesure de gagner les élections, Mitterrand garantit à celle-ci, par avance, qu'il est prêt à jouer le jeu. Si le PS n'est plus majoritaire, eh bien il se passera de lui et laissera la nouvelle majorité gouverner seule. Et, en annonçant qu'il tient à se réserver la politique extérieure, il a du même coup promis à la droite qu'il lui laissera tout le reste, c'est-à-dire le gouvernement du pays, sans

même tenter une quelconque combinaison parlementaire qui pourrait la gêner.

Les propos de Mitterrand ne contribuent certes pas à améliorer le climat au Parti Socialiste, un climat que l'approche des élections rend de plus en plus mauvais. Il y a eu déjà, le mois dernier, la querelle Jospin-Fabius. Voilà maintenant que les conflits se multiplient.

C'est que, dans la prochaine Assemblée, le nombre de députés socialistes sera sans doute passablement réduit, et tous ne retrouveront donc pas leur poste. La bataille ne s'en fait que plus âpre pour tenter d'obtenir une place en position « éligible » sur les listes socialistes. Les élus locaux protestent parce qu'on veut leur imposer des candidatures « parachutées » de ministres, de secrétaires d'Etat ou de diri-

geants nationaux inquiets de pouvoir se recaser.

Cela en promet, des discussions et des débats dans le Parti Socialiste. Bien plus qu'il n'y en a eu ces dernières années autour de la politique qu'il a menée pendant qu'il était au pouvoir. Tous ces responsables, tous ces députés qui ont accepté comme un seul homme de se faire les soutiens de la politique anti-ouvrière de la gauche au gouvernement après s'être fait élire sur la promesse du changement, vont maintenant se découvrir des doutes, des incertitudes et des états d'âme. Pensez donc : leur siège de député et leur petite carrière politique sont en jeu !

Les choses au moins ont le mérite de la clarté. Ce qui intéresse ces gens-là n'est pas la défense des intérêts des travailleurs, de la population qui les a élus.

La politique qu'ils mènent lorsqu'ils sont au pouvoir est tout à fait semblable à celle de la droite. Mitterrand l'a dit clairement, il estime que dans la période actuelle, il n'y a qu'une politique possible : celle de la « modernisation », c'est-à-dire en fait la politique de redressement des profits patronaux sur le dos de la classe ouvrière. Et c'est bien ce qui le fait envisager tout à fait sereinement la « cohabitation » avec un gouvernement de droite qui ne ferait que continuer, avec des mots différents ou avec les mêmes, les attaques anti-ouvrières accomplies ces dernières années avec un gouvernement de gauche.

Alors, ce qui compte n'est pas de savoir quelle majorité sortira des urnes en 1986, ni comment et à quelles conditions Mitterrand cohabitera avec la droite. C'est de savoir

ce que la classe ouvrière sera prête à imposer aux patrons, à la bourgeoisie, à ses hommes politiques qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent de gauche ; pas au moyen d'un bulletin de vote, mais en se servant de ses véritables armes : les grèves, les manifestations de rue, la force immense que peuvent représenter les travailleurs lorsqu'ils entrent en lutte.

Que les politiciens de droite, qui se préparent à relayer aux postes de commande ceux de la gauche, se méfient. L'expérience de ces dernières années a sans doute laissé à bien des travailleurs, à bien des militants ouvriers, un goût amer. Il leur faudra maintenant arriver à la conclusion qu'on ne change pas la vie avec un bulletin de vote, et qu'il ne faut pas se laisser abuser par n'importe quelle promesse.

André FRYS

SEV (Issy-les-Moulineaux)

Les rapaces de Valéo veulent jeter 700 travailleurs à la rue

Le groupe Valéo, fabricant d'équipement automobile, est déjà célèbre pour son plan de restructuration des usines Ducellier en Auvergne, plan qui prévoit de supprimer 1 800 emplois dont 1 200 à Issy. Son nouveau plan frappe cette fois-ci l'usine d'Issy-les-Moulineaux, la SEV-Marchal, spécialisée dans l'essuyage (essuie-glaces).

Il y a quinze jours, un bruit a filtré dans l'entreprise: le terrain sur lequel est construit l'usine est en vente, l'usine va fermer. Des responsables syndicaux CGT se sont alors présentés à la mairie, en se faisant passer pour des promoteurs immobiliers intéressés par le terrain. Ils ont pu vérifier que le terrain était bien en vente... depuis le 1^{er} janvier. Aussitôt une assemblée générale du personnel a été convoquée. Il fut alors décidé par les 300 présents (sur 960 dans l'usine) d'aller demander des explications à la direction. Plusieurs centaines de travailleurs sont montés dans les bureaux. La direction, gênée, expliqua que la vente du terrain ne signifiait pas nécessairement la fermeture de l'usine, que plu-

sieurs solutions étaient à l'étude, que personne ne serait lésé...

En fait, quelques jours plus tard, elle annonçait la couleur à sa maîtrise: il y aura effectivement des solutions pour tout le monde, mais ce sont des solutions telles que les conçoit les patrons: fermeture de l'établissement à partir d'octobre, avec plusieurs dizaines de licenciements purs et simples, et toute une série de licenciements déguisés sous forme de propositions de mutations en province (à Issy ou Chatellerauld !), de départs volontaires (avec 40 000 F de prime), de mise à la retraite (FNE) ou de retour au pays. Au total 760 travailleurs sont menacés de perdre leur emploi. Seuls les services directoriaux, soit 200 personnes, resteraient à Issy.

Ce plan n'est pas lié à des difficultés financières. Il ne s'agit nullement d'un dépôt de bilan. La société E.A. Marchal a réalisé en 1984 plus de bénéfices qu'en 1983. Si la direction a réussi à faire apparaître une perte pour 1984, c'est qu'elle a comptabilisé des dépenses liées aux mises à la retraite anticipée. La direction expli-

que d'ailleurs elle-même que les techniques employées pour la production du caoutchouc (en particulier la nouvelle machine à extrusion) sont parmi les plus modernes du monde. La SEV-Marchal n'est donc pas prise à la gorge, mais elle a calculé que le déplacement de l'usine en province rapporterait encore plus. Elle compte économiser plusieurs centaines de postes de travail, en généralisant l'utilisation des nouvelles machines et en réorganisant la production d'une manière plus moderne, et, en prime, elle ramassera au passage le prix du terrain d'Issy, qui tourne autour de 200 millions.

A Issy, les travailleurs ont été surpris de la rapidité de ces événements, qui surviennent à la veille des vacances. De très nombreux travailleurs ont 20 ou 30 ans de maison (70 % du personnel a plus de 10 ans d'ancienneté). C'est avec leur travail que non seulement l'usine d'Issy-les-Moulineaux s'est développée mais aussi qu'ont été construites en province d'autres usines SEV à Chatellerauld, Beaugency et Blois.

Mercredi 17, lors de la convocation du Comité central d'entreprise, 500 travailleurs ont débrayé une heure afin de faire savoir à la direction qu'ils n'entendent pas être jetés à la rue.

La CGT a annoncé une permanence durant le mois d'août afin de s'opposer à l'éventuel déménagement des machines

par la direction pendant les vacances. Elle se fixe comme objectif le maintien de l'usine à Issy.

En tout cas la balle est désormais dans le camp des travailleurs qui savent à quoi s'en tenir: seules des réactions de colère limiteront les attaques de la direction.

Correspondant LO

THOMSON (Colombes)

Les voyages forment les mécontents

A la Thomson-Colombes, lors d'une réunion avec les syndicats, lundi dernier, la direction a annoncé pour la première fois très officiellement, le départ de 250 personnes environ à La Verrière (dans la grande banlieue ouest de Paris).

Au service commercial (service qui est un des premiers concernés, puisqu'il serait un des premiers à partir), cela fait déjà un moment que nous essayons de rencontrer la direction pour avoir plus de précisions sur notre sort futur. Vendredi, le directeur nous avait « oubliés ». Aussi, mardi, nous sommes allés le voir tous ensemble dans son bureau pour lui poser quelques questions sur notre avenir. A propos de la lettre annonçant notre

déménagement, il a répondu qu'il ne « savait pas » quand elle nous sera envoyée. Et il ne « sait » pas non plus pour combien de temps, une fois à La Verrière, il y aura du travail: autrement dit, on s'apprête à nous faire voyager.

Mais nous avons tout de même appris du nouveau: il compte nous faire déménager... dès le 19 août. alors que jusqu'à présent, il affirmait qu'il attendrait la rentrée de septembre.

Nous venons d'avoir la preuve, une fois de plus, que pour obtenir quoi que ce soit, même de simples réponses, il faut se manifester. Il faudra encore le faire si nous ne voulons pas constamment « voyager » d'un coin à l'autre.

Correspondant LO

CITROEN (Aulnay)

« Vote CSL et tu ne seras pas sur la liste des licenciés »

Les élections du collège ouvrier pour les délégués du personnel ont eu lieu à Citroën-Aulnay ce jeudi 11 juillet.

Si l'on compare les résultats avec ceux de juillet 1984, on peut dire que la CGT, avec ses 42,87 %, recule de 13 % et n'obtient que 11 sièges au lieu de 18, et que la CSL passe de 33,5 % à 39 % et obtient 11 sièges. C'est ce que la CSL a annoncé. Mais aux élections pour le Comité d'entreprise, en janvier 1985, la baisse du nombre des voix de la CGT était la même.

Elle était consécutive au licenciement de 838 ouvriers en septembre 1984, au fait que les licenciés votaient en majorité CGT. Une certaine démoralisation avait suivi, ainsi qu'un ressentiment vis-à-vis de la CGT, dû au fait que ce syndicat, en mai 1984 lors de l'occupation de l'usine pendant une semaine, n'avait pas mené la lutte jusqu'au bout, en laissant entendre qu'il fallait faire confiance au gouvernement pour empêcher les licenciements.

En revanche, si l'on compare les résultats à ceux lors du vote pour le CE en janvier 1985, où la CGT était tombée à 40,87 %, il y a une

remontée de 2 % et une stabilisation de la CSL à 39 %. Le perdant dans l'affaire étant la CFTC qui passe de 11,5 % à 9,5 %. La CFTC est dans l'usine le frère jumeau de la CSL, mis en place de fraîche date pour essayer de récupérer les voix perdues de la CSL. La CFDT, quant à elle, ne change pas avec ses 3,6 % ainsi que FO avec ses 4,9 %.

Sur les chaînes, la CGT obtient 53 % des voix avec une pointe de 58 %, ce qui est largement au-dessus de la moyenne de l'usine à 43 %. La direction avait pourtant bien essayé de démoraliser les ouvriers sur chaîne. Elle a isolé le plus possible les délégués CGT et sanctionné de jours de mise à pied les militants les plus actifs.

De plus, en annonçant au mois de juin 1985 un sur-effectif de 291 travailleurs, elle comptait bien faire peur. Et la maîtrise et la CSL ne se sont pas privées de faire le chantage aux travailleurs: « Vote CSL et tu ne seras pas sur la liste des licenciés ».

Mais en même temps, la direction faisait payer aux ouvriers qui étaient restés dans l'usine le prix des licenciements: cadences et charges de travail augmen-

tées plusieurs fois, et de beaucoup. De plus, elle a mis au chômage technique puis fait faire des heures supplémentaires à certaines catégories du personnel. En effet, au-delà des élections, le but fixé par Calvet, le président de Peugeot-Citroën, est d'augmenter encore la productivité de 7 à 8 % dans un avenir proche. et ce gain de productivité, il compte l'atteindre en accroissant dès maintenant la charge de travail et les cadences. La mise en place de la robotisation dans l'usine, appelée « plan Mercure », est peut-être pour demain ou après-demain, mais en attendant c'est l'accroissement du rendement des ouvriers qui permet à la direction de sortir ses voitures.

La conséquence des licenciements et des fortes commandes de BX est qu'il manque des ouvriers sur chaîne. Les ouvriers professionnels, qui se croyaient encore à l'abri l'an dernier, ont commencé ces derniers mois à remplacer les OS. Pour beaucoup, il s'agissait d'une courte durée (un mois), mais tous sentent que c'est peut-être un avant-goût de ce qui les attend. C'est ce qui explique sûrement la remontée de 6 % de la CGT en maintenance.

Correspondant LO

PEUGEOT (Sochaux)

Un ouvrier meurt écrasé par un outil de presse

C'est en équipe de nuit, à 4 heures le matin, qu'un ouvrier est mort écrasé par la partie supérieure d'un outil de presse. Trois ouvriers procédaient à un changement d'outil lorsque la partie supérieure d'un outil bascula. Ces outils d'emboutissage de 504 étaient de conception ancienne et plusieurs ouvriers ont pu témoigner de leur instabilité, certains seraient déjà tombés durant leur transport. La direction, cette fois-ci, n'a pu mettre la responsabilité de l'accident sur les ouvriers: ils travaillaient comme il le leur était commandé.

Cet accident a provoqué une forte émotion dans l'atelier.

Une cinquantaine d'ouvriers se sont réunis dans la journée et ont voté une motion qui condamnait la direction et les chefs de production: « La vie d'un des nôtres a été gâchée pour le profit, cela nous est insupportable. Nous n'oublions jamais que la direction a

du sang d'ouvriers sur les mains ».

Cet accident mortel a eu lieu dans l'atelier le plus performant et automatisé, le seul où la direction organise des visites. Dans cet atelier, il y a un mois, un ouvrier a eu trois doigts amputés et le lendemain de l'accident, un ouvrier tombait dans une trappe de récupération des chutes. Par chance, il n'a eu qu'un bras cassé.

Cet hiver déjà, à l'usine de Peugeot-Mulhouse, un ouvrier avait eu la tête écrasée sous une presse. Et plus récemment, c'est aux Cycles Peugeot qu'un ouvrier était mort écrasé sur le chemin de roulement d'un pont.

Cette suite d'accidents graves a lieu en pleine période où la direction, par tous les moyens, réduit les effectifs, fait la chasse aux absents et vise à battre des records de productivité.

Correspondant LO

CHÔMAGE

Fabius est content

L'INSEE vient de publier les chiffres concernant le chômage pour l'année 1984. L'augmentation est forte : 300 000 demandeurs d'emplois supplémentaires. Au total, 2 400 000 chômeurs recensés. En fait il y en a beaucoup plus, trois millions peut-être. Les TUC, préretraites, congés de conversion et autres continuent de masquer en partie le chômage. Jusqu'en 1983, ils ont pu donner l'illusion d'une faible progression. Mais maintenant, c'est fini, l'inondation est trop forte, les digues sont emportées. L'industrie a perdu — selon les chiffres officiels — 150 000 salariés, le bâtiment 70 000. C'est la production qui est donc la plus touchée.

Les chômeurs sont de plus en plus des « longue durée ». Seulement 30 % des chômeurs de mars 1983 avaient retrouvé un emploi un an après, et souvent sous-payé, sous-qualifié, précaire, parfois à l'autre bout du pays. La flexibilité est entrée dans les faits...

Une des raisons principales des licenciements, souligne l'INSEE, c'est la modernisation. « Ces efforts (de modernisation) ont pour corollaire (...) les suppressions importantes d'emplois qui marquent la période récente et dont rien n'autorise à prévoir le ralentissement au cours des prochains mois ».

Tout cela n'a pas empêché Fabius dans une interview de déclara-

rer : « On constate une évolution positive dans certaines entreprises et dans les mentalités : il y a tassement (du chômage) et on doit s'en féliciter ». Le journal économique et patronal *Les Echos* du 17 juillet fêtait le premier anniversaire du gouvernement Fabius et se félicitait de la « lente décrue » (du chômage) : il y aurait 4 000 demandeurs d'emplois en moins en juin 1985 qu'en mai. Quand on connaît le flou des chiffres et les dissimulations, ces gens-là feraient mieux d'être prudents. Mais surtout, on admirera comment 4 000 arrivent à dissimuler à leurs yeux deux millions quatre cent mille.

G.D.

Projet de loi sur les congés de conversion : comment autoriser les licenciements sans augmenter les chiffres officiels du chômage

Le 11 juillet, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur les congés de conversion proposé par le Conseil des ministres. « Ce projet n'a pas pour objectif de créer des emplois ni de résoudre le problème du chômage », a déclaré le ministre du Travail, Delabarre. Alors à quoi vont-ils servir ? A constituer en quelque sorte un nouvel emballage pour les contrats de formation-reclassement (CFR) sur lesquels avaient échoué les négociations du 24 juin entre les syndicats et le patronat, ce dernier ayant sauté sur l'occasion pour réclamer, dans le cadre des CFR, la suppression de l'autorisation préalable de licenciement, la rupture du contrat de travail et même la suppression des indemnités de licenciement dans ce cas.

Les négociations rompues, le gouvernement a concocté un nouveau projet. Et pour que les CFR, rebaptisés congés de conversion, aient une petite chance de plaire aux patrons, le gouvernement a annoncé que l'Etat, par le biais du Fonds national pour l'emploi, prendrait à sa charge 50 % des coûts des stages de formation : à la fois en ce qui concerne l'allocation versée aux salariés en congé de conversion (fixée à 65 % du salaire brut antérieur) et en ce qui concerne les dépenses de formation du stagiaire, à condition que le stage dure au moins quatre mois et au plus, dix.

Quant aux patrons, eux, cela ne leur coûtera pas bien cher : ils seront exonérés de charges sociales et les dépenses qu'ils engageraient seraient déductibles de l'impôt sur les sociétés.

Bref, comme un expert du ministère s'adressant aux patrons le déclarait, d'après *Le Nouvel Economiste* du 12 juillet, « tout compte fait, il vous en coûtera moins cher de financer un stage de dix mois que de payer un salarié deux mois et demi de plus en attendant le feu vert de l'inspecteur du travail »... pour le licencié.

Avec ce projet, le gouvernement espère peut-être éviter que les licenciés économiques, près de 430 000 nouveaux travailleurs par an, aillent encore grossir la liste des chômeurs de l'ANPE, ce qui ferait mauvais effet à l'approche des législatives.

Mais comme ces stages se feront « au volontariat » des patrons, il n'est même pas certain, comme l'espère le gouvernement, que 30 à 50 000 licenciés économiques puissent y avoir accès d'ici la fin de l'année car le projet gouvernemental maintient l'autorisation préalable de licenciement, les indemnités de licenciement pour des licenciés qui seraient en congé de conversion et dont le contrat de travail serait suspendu et non rompu.

Et pour les patrons qui réclament la suppression de ces obligations, c'est encore trop...

Alain SANCERRES

Quand on soulève un coin du Tapie

Bernard Tapie, le célèbre « repreneur » d'entreprises, le patron d'Hinault, vient d'être inculpé « d'infraction à la législation sur les relations financières avec l'étranger ». Il est accusé d'avoir transféré, en 1978,

par l'intermédiaire d'une banque, 1,5 million de francs en Suisse.

Tapie a été désigné par sondage « le meilleur homme de communication de l'année » en 1984. Effecti-

vement, il s'y entend en communications. Mais a-t-on pensé à vérifier que dans l'étape suisse du Tour, Hinault n'avait pas des billets Tapie sous son maillot ?

Chanteurs

« rock »

et

banquiers

« roll »

Le concert rock « du siècle » pour aider les victimes de la famine en Afrique a été un énorme succès : 70 000 spectateurs à Wembley et 90 000 à Philadelphie, un milliard et demi de spectateurs pour l'ensemble des télévisions du monde et surtout, au moins 480 millions de francs récoltés pour soulager les affamés. Si certains chanteurs ne songeaient qu'à leur pub, si certains spectateurs se moquaient sans doute comme d'une guigne de l'Ethiopie, la plupart certainement ont voulu « faire quelque chose d'utile » en faveur de ceux qui meurent de faim, et leur geste contribuera à sauver des milliers d'êtres humains.

Mais cette débauche de moyens artistiques et techni-

ques a aussi quelque chose de dérisoire et de révoltant. 480 millions, c'est bien, mais les intérêts de la dette éthiopienne de cette année se montent à 620 millions. Les deux concerts rock ne couvriront donc même pas la somme qui enrichira les banquiers occidentaux. C'est qu'eux aussi utilisent un moyen moderne de pillage : le capitalisme.

Les gentils rockers se demandent maintenant comment acheminer leur aide sans qu'elle pourrisse sur les quais surchargés des ports du Tiers Monde ou dans les sables de la corruption. Mais il n'y a en Afrique pas assez de voies ferrées, de routes, d'entrepôts, de silos, bref il n'y a quasiment rien pour ravitailler les affamés. Il faudrait des avions, des hélicoptères,

des véhicules tous terrains. Les arsenaux des pays riches justement en regorgent, car les états-majors ont tout prévu pour intervenir dans ces pays, mais les pauvres ne verront ce superbe matériel que s'ils se révoltent, et ils seront alors chargés d'obus et de balles et non de riz.

La charité, les quêtes, les « médecins sans frontières » et autres concerts rock ne sont, malgré toute leur ampleur, que des remèdes dérisoires. Ce dont les affamés du Tiers Monde ont besoin, c'est qu'on cesse tout d'abord de les piller. Et les pillards en chef ne se trouvent pas en Afrique. Ce sont les banquiers et les gouvernants de Tokyo, de Paris, de Londres et de New York. Pas très loin de Wembley et de Philadelphie notamment.

Action rapide, mais pas pour lutter contre la faim

Le clou du défilé militaire du 14 juillet fut la présentation de la FAR, la Force d'Action Rapide.

47 000 hommes répartis en cinq divisions, un matériel adapté pour tous terrains : 210 hélicoptères, dont 90 anti-chars, 180 blindés à roues, 500 missiles antichars. Un nouveau blindé léger est apparu, le Sagaie, avec une optique permettant le combat jour et nuit et un canon de 90 mm.

La FAR est autonome, elle peut, dit-on, subvenir à tous ses besoins. Hernu précisait dans une interview que la brigade aéromobile « peut d'ores et déjà être prête de jour comme de nuit à combattre jusqu'à 350 km de ses bases dans un délai d'une demi-journée avec une capacité de tir instantané théorique de plus de 400 missiles ». Et à quoi va servir ce beau joujou ? Mitter-

rand a répondu : à « servir partout où une menace de guerre, un conflit menacerait l'indépendance de la France ». Autrement dit, aussi bien en Europe qu'en Afrique dans une opération du style de l'intervention à Kolwezi ou au Tchad.

Mais au fait pourquoi ces hélicoptères ne pourraient intervenir pour aider les mourants de la famine en Ethiopie, au Soudan ou ailleurs ? Là, les hélicoptères seraient justement très utiles et pourraient ravitailler les villages isolés ; cela pourrait se faire très vite, en quelques heures. Alors qu'est-ce qui empêche l'état-major de mettre la FAR en action ?

Mais non, le gouvernement s'est contenté d'accepter que la direction d'Antenne 2 fasse don du prix de ses séquences pour le concert rock de Wembley-Philadelphie...

La police va travailler du carnet

Le gouvernement, dans son projet, n'y va pas de main morte avec les amendes des automobilistes : 40 à 200 % d'augmentation : 70 F pour un dépassement d'heure au parcmètre, jusqu'à 225 F pour un stationnement en double file, 500 F pour un couloir d'autobus et des montants encore plus élevés pour les infractions plus graves. C'est un vrai coup de matraque aux automobilistes.

Dans le cadre des économies budgétaires, le gouvernement veut trouver ailleurs que dans les caisses de l'Etat le moyen de financer ses institutions. Bonne idée ! Mais le malheur, c'est que si l'automobiliste contribuable est épargné, l'automobiliste contrevenant, lui, va payer cher la modernisation de la police. Au total, un milliard de

francs serait ainsi dégagé en 1986 et 5 milliards 300 millions en trois ans. Et comme les policiers seront directement intéressés à l'affaire, les contraventions risquent de pleuvoir.

Quant à savoir si tout cet argent rendra la police plus efficace pour assurer la sécurité de la population, c'est une autre histoire. Car la police en France, jusqu'à maintenant, n'est pas si démunie qu'on voudrait nous le faire croire. La France est le deuxième pays d'Europe pour le nombre de policiers par habitant. Mais cela n'empêche pas que quiconque habite un quartier populaire ou une cité de banlieue sait que, s'il se fait fracturer sa voiture, ou s'il se fait cambrioler ou agresser, il lui faudra bien du temps avant de trouver un policier.

Dans les commissariats de quartier, on trouve des policiers qui manient de la paperasse, louchent entre les registres, les dossiers, leur avancement et leurs primes, comme par exemple, celles peu connues des « vacations funéraires » qui leur rapportent à chaque enterrement environ 50 F, ce qui peut se répéter jusqu'à cent fois en un mois pour un commissariat.

Il existe bien une police équipée, nombreuse, efficace, mais c'est surtout pour réprimer des manifestants ou expulser des grévistes qu'on les voit à l'œuvre. Et pendant ce temps, sur les 122 000 policiers que compte la France, combien d'hommes et combien d'heures servent à assurer la sécurité de la population ?

Et cette affaire n'est pas seulement une aubaine pour les policiers, c'en est une aussi pour quelques industriels : ceux de l'informatique, ceux de l'automobile, dont on voit pointer le bout du portefeuille.

C'est à eux que va profiter le renouvellement de tous les véhicules de plus de cinq ans et de plus de 100 000 km, et l'équipement des commissariats de plus de 2 000 micro-ordinateurs.

Comme quoi, la modernisation de la police n'est pas perdue pour tout le monde.

N.M.

Dur, dur de préserver la nature et les profits

Le 10 juillet, une brochette de ministres et d'anciens ministres a fêté le dixième anniversaire du Conservatoire du littoral, établissement qui achète, au nom de l'Etat, des terrains dans le but de les protéger contre l'urbanisation à outrance et la pollution.

Bien sûr, tous ces messieurs se sont félicités des résultats obtenus et ont tiré un bilan globalement positif de l'opération. Comme quoi, vraiment, ils n'en attendent pas grand-chose, car ce sont en tout et pour tout 343 kilomètres de rivages, soit 7 % du littoral français, qui ont été ainsi acquis en dix ans. Il faut dire que le budget de cet organisme, déjà dérisoire au départ, est passé, rigueur oblige, de 100 millions de francs en 1980 à 92 millions en 1985 (dont 70 millions pour l'achat de terres), ce qui a encore abouti à une réduction de 10 % des programmes. Et qui plus est, ce budget est alimenté en partie par EDF pour les emprises des centrales nucléaires, qui sont bien connues, en effet, pour permettre le respect des sites naturels et de leur équilibre écologique !

De toute façon, l'action du Conservatoire ne peut qu'être très limitée dans toutes les zones convoitées par les requins de l'immobilier et les bétonneurs tous azimuts, comme en bordure de Méditerranée. Et là où justement son intervention pour préserver la nature serait décisive, il respecte les volontés et les intérêts des capitalistes de la terre et du bâtiment, il se contente d'acheter de petits terrains de moins

de... 6 hectares ! Que les autres hectares, les centaines, les milliers d'autres, soient saccagés, pollués au-delà de toute limite, exploités jusqu'à la corde, tant pis. La propriété privée des plus gros avant tout !

Ainsi, un bout du domaine de 800 hectares de Certes, à Audenge (en Gironde), n'a été finalement acquis par le Conservatoire du littoral qu'après que son propriétaire en eut vendu 400 hectares à la compagnie d'assurance UAP qui s'est bien sûr réservé la zone forestière qui lui paraissait la plus prometteuse pour une rentabilisation future.

Autre exemple, l'île-aux-Moines : 330 hectares de bruyères, de pins et de bocage en plein cœur du golfe du Morbihan. Le Conservatoire du littoral décide d'entrer en possession de 40 hectares au sud de l'île, à la pointe de Pen-Hap. Leur propriétaire accepte d'en vendre 34 à la condition que les 6 autres soient rendus constructibles, et du coup, considérablement valorisés. Le marché est conclu. Et sitôt l'autorisation obtenue, le propriétaire cherche et trouve d'autres acquéreurs. Ceux-ci envisageraient aujourd'hui d'y construire un hôtel de 120 chambres et une résidence para-hôtelière de 40 duplex et studios. De quoi héberger à prix d'or 300 clients.

A l'allure où le béton se répand, les marées noires se multiplient et les déchets s'accumulent, le seul intérêt bientôt des mouchoirs de poche de verdure acquis par le Conservatoire sera de porter témoignage sur ce que fut la nature.

PRISONS

les grâces discrètes de Mitterrand

Selon un rituel traditionnel au 14 juillet, 2 400 détenus pour petits délits ont été libérés par mesure de grâce présidentielle.

Evidemment, à droite, on n'a pas manqué de crier au laxisme. Même si Mitterrand n'a fait là qu'imiter ses prédécesseurs : certes, Giscard, en 1980, n'avait libéré de cette façon que 1 400 détenus, mais, avec plus d'audace que Mitterrand aujourd'hui, Pompidou, lui, en 1972, avec gracié 6 000 détenus, soit près d'un tiers des prisonniers de l'époque. Les grâces de Mitterrand, elles, n'ont touché que 5 % de la population pénale. Et la liberté pour quelques-uns de ces graciés n'a même été que toute relative si l'on considère par exemple — comme le rapportait *Libération* du 17 juillet — la cinquantaine d'étrangers qui, aussitôt sortis de prison, ont été « retenus » par la gendarmerie en attendant d'être embarqués *manu militari* sur des avions à destination de leur pays d'origine... Et l'on apprenait mercredi soir 17 juillet que l'un d'eux, menacé d'être ren-

voyé en Tunisie, avait fait une tentative de suicide.

La justice de Mitterrand, c'est un fait, n'a rien à envier à celle des Giscard ou Pompidou. Elle est complaisante vis-à-vis des puissants et dure à l'égard des faibles, des ratés, de ceux qui ont commis de petits larcins, des jeunes paumés qu'on enfourne dans les prisons : de 28 000 après l'amnistie de 1981, les détenus sont aujourd'hui 44 000, dont la moitié n'a même pas encore été jugée.

Résultat : les prisons sont bondées avec 44 000 prisonniers pour 32 000 places. Rien d'étonnant à ce que, au mois de mai dernier, c'était une explosion de colère à Fleury-Mérogis, entre autres, dans cette prison moderne où les détenus sont entassés à 3 ou 4 dans des cellules prévues pour une seule personne. Et le jour même de la grâce présidentielle, le 14 juillet, une mutinerie éclatait de nouveau dans une prison de Lyon, matée par une centaine de gendarmes. Alors, les grâces du 14 juillet ? Un rituel bien à l'image de l'hypocrisie qui se pare du nom de justice.

Introduction à la vie des votes

Il y aurait 100 000 musulmans en Lorraine, dont 20 000 pour la région de Nancy. Une association islamique veut faire construire une mosquée à Nancy ainsi qu'une boucherie islamique et un centre administratif.

Cette proposition a provoqué l'hostilité du député-maire de Nancy, Rossinot, président du Parti Radical. Il s'est dit pourtant « conscient de l'intérêt pour les nombreux musulmans de la ville de posséder un lieu de prière ». Seulement, ce projet est « gigantesque et vise à être le lieu essentiel du culte islamique en Lorraine. Une mosquée de cette importance doit être, selon lui, située dans un environnement spécifique ».

Et parions que Rossinot aura du mal à dénicher un tel environnement dans sa circonscription électorale de Nancy. La cathédrale de l'évêché ne le gêne pas mais, en revanche, les musulmans devront se con-

tenter sans doute des catacombes.

Sacré jésuite de radical !

S.L.

Lait, viande : la surproduction alimente la surproduction

Mardi 16 juillet à Paris, 300 éleveurs ont défilé avec leurs vaches sur le Champ-de-Mars. Ils manifestaient contre la baisse des prix de la viande, qui ne couvraient plus leurs frais de production.

Il y a quelques années, la politique agricole européenne a provoqué une surproduction laitière. Des montagnes de beurre et de lait ont dû être stockées tant bien que mal. Les autorités avaient alors institué une prime à l'abattage des bêtes. Les résultats de cette politique se traduisent aujourd'hui par un excès de viande sur les marchés, et les cours s'effondrent. Il y avait trop de lait, il y a trop de viande.

Une répression sans trêve

En Turquie, le 10 juillet, une première série de condamnations, dont 10 à la peine capitale, ont été prononcées contre des séparatistes kurdes. En effet, depuis le 15 août de l'année dernière, les actions des séparatistes kurdes en Turquie ont repris : plusieurs dizaines d'attaques, 40 soldats et gendarmes, 40 civils et 77 séparatistes tués, et 500 faits prisonniers.

Quelle est réellement l'ampleur de l'opposition kurde au pouvoir turc, il est difficile de le savoir. Mais le gouvernement turc, en tout cas, réagit violemment. L'armée est lourdement présente dans les villages,

interdit de sortir la nuit, pratique fouilles et contrôles constants. En montagne, les gendarmes ne se déplacent qu'en groupes de plusieurs dizaines avec automitrailleuses. Dans les zones frontalières, les restrictions sont encore plus sévères. Ainsi, les habitants n'ont le droit de posséder chez eux que les provisions strictement nécessaires à leur consommation courante, pour empêcher qu'ils ne ravitaillent les séparatistes.

Le peuple kurde, qui n'a jamais eu d'Etat propre, est réparti entre quatre Etats — turc, irakien, syrien et iranien — mais c'est en Tur-

quie qu'il se trouve en plus grand nombre. Les Kurdes y représentent un quart de la population et occupent le tiers du territoire. Mais tout droit à l'existence nationale leur est dénié. Même le mot de « kurde » est banni des textes officiels, de la presse et des livres.

Le régime turc, qui n'a jamais été autre chose qu'une dictature sanglante, ne peut tolérer ni l'opposition politique ou sociale, ni même la simple diversité nationale. Les Kurdes, les Arméniens, mais aussi finalement l'écrasante majorité de la population de Turquie, en payent le prix.

Encore des condamnations à mort

La série des procès organisés par la junte du général Evren, en Turquie, contre les militants de gauche et les oppositionnels qui croupissent dans les prisons depuis plus de quatre ans, après l'installation au pouvoir des militaires, se poursuit ; et les peines, toujours sans commune mesure avec les faits reprochés, continuent à tomber, très lourdes, sans pitié.

Mardi 16 juillet, sur 43 militants qui appartenaient à l'organisation d'extrême-gauche Dev Yol (la Voie Révolutionnaire) et qui comparaiss-

saient devant le tribunal militaire d'Elazyg, deux ont été condamnés à mort, deux à la prison à vie et les autres à des peines de prison allant de deux à cinq ans.

Au-delà de ces procès qui se succèdent sans relâche et qui concernent plusieurs milliers de prisonniers politiques (rien que pour Dev Yol, il y en a 924 en attente de jugement), c'est toute la population turque, qui vit depuis l'automne 1980 en état de siège permanent, que le pouvoir militaire entend terroriser.

Sur la situation des prisonniers politiques

On nous communique :

L'association « Juan Soto Cerda », qui est une association de solidarité avec les prisonniers politiques et les disparus d'Amérique latine, se propose de « faire connaître la réalité que vivent les prisonniers politiques au Chili », en particulier ceux de la prison de Concepción, l'une des villes de ce pays.

En liaison avec les prisonniers politiques de cette prison, cette association précise qu'un « regroupement de prisonniers politiques de cette prison » fait appel à la solidarité économique et demande que des lettres ou télégrammes demandant la liberté des prisonniers soit envoyés aux autorités chiliennes et adressés à Fiscalía Militar — 8^e région, Intendencia Militar 8^e région, à Concepción et au ministère de la Justice.

Les peines requises en première instance contre ces militants, arrêtés au cours de manifestations ou pour leur activité politique ou syndicale, ne sont pas définitives : ces prisonniers politiques vivent, comme tous les militants qui remplissent les prisons chiliennes, sous la menace de sévices physiques, voire d'enlèvements et de disparitions, et les risques sont d'autant plus grands pour ceux d'entre eux qui sont des gens simples et sans soutien. L'association « Juan Soto Cerda » précise que les autorités chiliennes sont sensibles au fait que des organismes, des personnalités d'autres pays s'enquerraient du sort fait à tel ou tel prisonnier. Elle recommande donc que toute lettre aux autorités mentionne exactement le nom du prisonnier.

Les prisonniers qu'elle mentionne ci-dessous sont actuellement tous dans la prison de Concepción.

— Juan Bustos Troncoso : arrêté le 14.4.1981. Peine requise en 1^{re} instance : prison à perpétuité.

— Juan Sandoval Torres : arrêté le 16.4.1981. Peine requise en 1^{re} instance : prison à perpétuité.

— Mario Figueroa Z. : arrêté le 2.6.1982. Peine requise en 1^{re} instance : 8 ans de prison.

— Sergio Bravo Faust : arrêté le 31.5.1982. Peine requise en 1^{re} instance : 5 ans de prison.

— Nicolas Jara Fuentes : arrêté le 8.11.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 20 ans de prison.

— Ramon Perez Moreno : arrêté le 2.11.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 20 ans de prison.

— Alberto Cifuentes Troncoso : arrêté le 12.11.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 20 ans de prison.

— Galo Acevedo Saez : arrêté le 9.11.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 20 ans de prison.

— Miguel Cid Gonzalez : arrêté le 1.12.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 20 ans de prison.

— Raul Farina Concha : arrêté le 24.3.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 6 ans et demi de prison.

— Pedro Vasquez Soto : arrêté le 2.7.1983. Peine requise en 1^{re} instance : 6 ans et demi de prison.

— Alejandro Bernstein Rotger : arrêté le 23.8.1984. Peine requise en 1^{re} instance : 5 ans de prison.

— Carlos Lavin Ortega : arrêté le 26.3.1984. Peine requise en 1^{re} instance : 541 jours de prison.

— Ignacio Vidaurrezaga Manriquez : arrêté le 23.8.1984. Peine requise en 1^{re} instance : 13 ans de prison.

Pour tous renseignements, écrire à :

Asociación Juan Soto Cerda
53, avenue Paul-Casalis
94000 CRETEIL

Reagan : trop polype pour être au net

Pour qualifier Reagan, on pouvait hésiter entre la peste et le choléra. La question est aujourd'hui tranchée. Une fois n'est pas coutume, on peut souscrire au jugement du Figaro.

MAROC

Communiqué

Nouvelle grève de la faim des prisonniers politiques

Nous recevons de l'Association des Etudiants Progressistes Marocains le communiqué suivant :

« Face à la situation alarmante des prisonniers politiques marocains grévistes de la faim des prisons de Marrakech, Safi et Essaouira, les Etudiants Progressistes Marocains organisent une campagne de soutien à ces grévistes dans le but de briser le mur de silence bâti autour de leur cause. Ils sont en danger de mort ; il faut les sauver — 62 jours de grève de la faim : juillet-août 1984. — 30 jours de grève de la faim : avril-mai 85. Ils mènent depuis le 23 juin une grève illimitée, tout cela pour : — leur droit à l'hospitalisation ; — leur droit à la poursuite des études ; — leur droit aux visites familiales. Nous vous invitons à participer à cette campagne en envoyant le télégramme ci-joint à Hassan II, roi du Maroc, Palais Royal, Rabat Maroc : « Inquiet — grave situation étudiants grévistes de la faim dans prisons. Exige satisfaction revendications. » Les Etudiants Progressistes Marocains »

LE FIGARO

* X X MARDI 16 JUILLET 1985 (N° 12 712) — PRIX : 4,20 F

Ronald Reagan : c'est un cancer

Etats-Unis

Des contrats anti-ouvriers... avec la signature syndicale

Les salariés des usines American Motors (dont 46,5 % du capital appartient à Renault) de Kenosha et Milwaukee, dans le Wisconsin, aux Etats-Unis, viennent d'approuver, en majorité, le nouveau contrat conclu entre la direction et les syndicats en juin dernier.

Ce contrat, dont toutes les clauses n'ont pas été publiées, résulte d'un accord préliminaire qui prévoyait une réduction du salaire horaire moyen, une révision en baisse des droits d'ancienneté et la remise en cause d'avantages acquis dans le domaine des conditions de travail.

Dans une nouvelle usine de General Motors, les syndicalistes de l'United Auto Workers (le syndicat des ouvriers de l'automobile) ont accepté les termes d'un contrat qui va dans le même sens : instauration d'un salaire en deux parties, avec un minimum équivalent à 80 % du

salaire moyen dans l'industrie automobile, et une partie variable en fonction des bénéfices, de la productivité et « de la qualité ». Le contrat prévoit aussi qu'une partie des salariés — jusqu'à 20 % des ouvriers — seront exclus de la « garantie de l'emploi », garantie d'ailleurs soumise à une condition : la bonne marche de l'entreprise.

Enfin, chez General Motors comme chez American Motors, les syndicalistes de l'U.A.W. ont accepté la remise en cause des délégués syndicaux. Chez General Motors, ils seront remplacés, dans chaque atelier, par des « comités syndicat-direction » chargés de régler les conflits.

On voit ce que les patrons ont à gagner dans de tels accords. Et l'on voit aussi ce que les syndicalistes américains de l'UAW choisissent : pour garder leur place dans le système, ils préfèrent se faire, avec les patrons, les co-gérants de la crise.

Répression sanglante

En Afrique du Sud, il ne se passe plus de semaine sans que des Noirs soient tués par la police. Le chiffre, cité par la presse, de 460 victimes de la répression policière en dix mois, ne donne sans doute qu'une idée partielle du climat qui règne dans le pays — particulièrement dans les « townships », ces cités-ghettos où sont parqués les Noirs, à plusieurs dizaines de kilomètres des grandes villes comme Johannesburg ou Pretoria.

Déjà, en mars dernier, pour se justifier d'avoir tué 19 personnes, la police avait monté une mise en scène pour prouver qu'elle avait été attaquée, plaçant sur les lieux des pierres et des bouteilles vides pour le démontrer.

Il semble maintenant que les policiers aient eux-mêmes placé des grenades dans les mains de jeunes, tués ou blessés par eux le 26 juin dernier dans la cité de Duduza, à une cinquantaine de kilomètres de Johannesburg, pour faire croire qu'il s'agissait d'accidents. Les blessés sont tenus dans l'isolement le plus complet depuis cette date, inapprocha-

bles même par leur famille.

Non loin de là, dans une autre cité-ghetto, à Kwathema, lundi 8 juillet, on sait maintenant que les forces de police se sont livrées à un véritable massacre dans un cinéma où se déroulait une cérémonie funèbre à la mémoire de 4 jeunes Noirs tués deux semaines auparavant : « Des traces de balles sont nettement visibles sur la grille en fer(...) Des vêtements tachés de sang ont été rassemblés dans plusieurs poubelles (...) Sur la scène, les rideaux sont souillés de sang ». La foule était enfermée dans le cinéma dans un épais nuage de gaz lacrymogènes lancés par la police. Trois jeunes, réfugiés dans les combles du cinéma lorsque les policiers ont chargé, ont chuté de 20 mètres, le plafond s'étant écroulé. Sept personnes sont mortes.

D'autre part, vendredi 15 juillet, les policiers, le visage masqué par des passe-montagnes, se sont livrés à une occupation militaire de Duduza (où vivent 30 000 Noirs) : ratissant chaque secteur, se livrant pendant toute une journée à un vérita-

ble pogrom, « tirant sur des passants, malmenant les familles de certains dirigeants anti-Apartheid introuvables », arrêtant des jeunes et les enfermant dans un enclos de fil de fer barbelé.

Lors de leurs opérations, les policiers ont recouru à la provocation ; on cite le fait qu'ils « entonnent des chants de libération » ou lancent « des slogans en faveur du pouvoir noir pour attirer les résidents dans des traquenards ».

Dans plusieurs cas, les policiers, ne faisant plus de détail, ont mis en joue et même tiré sur des journalistes (notamment lors de l'intervention des blindés à Duduza, mercredi 10 juillet, qui a fait 2 morts parmi les Noirs).

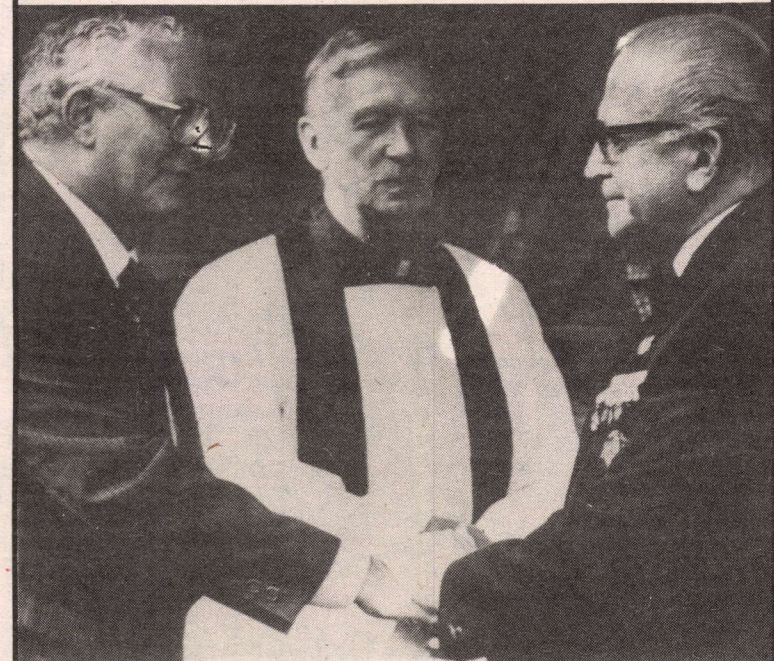
Dans cette situation explosive, les policiers noirs sont eux-mêmes de plus en plus souvent la cible des manifestants : mardi 9 juillet, à Kwathema, c'est la mise à feu de la maison d'un policier noir qui a déclenché les événements. A Duduza, « tous les policiers ont été contraints de fuir et leurs maisons ont été détruites et incendiées ».

Pour essayer de maîtriser la situation, le gouvernement sud-africain essaye d'inspirer la peur aux révoltés des « townships ». Mais à en juger par l'âge des victimes (elles ont souvent entre 17 et 20 ans) ou par les images que retransmet ici la télévision, les manifestations mobilisent de très nombreux jeunes, révoltés et décidés à ne pas baisser la tête : « Soumets-toi ou lutte » ; « La voie de la liberté n'est pas facile », proclamaient les slogans sur les T-shirts de jeunes

filles lors d'un enterrement, mercredi 10 juillet. Et des jeunes demandaient instamment aux journalistes étrangers de leur donner un fusil.

Depuis près d'un an maintenant, la situation ne cesse de se tendre en Afrique du Sud. Le fait est que la répression policière, débridée et sanglante, ne parvient plus à tenir en respect les 23 millions de Noirs que compte le pays. Et cela, pour le régime d'Apartheid, c'est déjà le commencement de la fin.

Le Sénat américain et l'Afrique du Sud : beaucoup de bruit pour rien



En 1984, Herman Nickel, ambassadeur américain, en Afrique du Sud, reçoit les condoléances des autorités de Pretoria, après un attentat qui a tué deux de ses diplomates. (AFP)

Le 11 juillet dernier, le Sénat américain, à majorité républicaine, s'est prononcé par 80 voix contre 12 en faveur de sanctions économiques contre le régime d'Apartheid en Afrique du Sud. Les parlementaires américains cherchent ainsi à donner satisfaction aux mouvements d'opinion qui s'expriment depuis plusieurs mois aux Etats-Unis contre le soutien apporté par les dirigeants américains au régime d'Apartheid.

Il en faudra plus cependant pour mettre à bas ce régime ou même pour entamer un tant soit peu les profits faits par les trusts américains en Afrique du Sud.

L'intitulé même du document précise déjà le caractère « limité » de ces sanctions. Le projet de loi aurait pour effet d'interdire l'exportation vers l'Afrique du Sud de matériel informatique, de bloquer les prêts bancaires au gouvernement sud-africain et de mettre un terme à la coopération nucléaire commerciale... ce qui ne couvre qu'un très faible pourcentage des échan-

ges économiques américains. Le sacrifice n'est donc pas grand, même si le Sénat américain a évoqué l'idée que les mesures deviennent plus sévères si, dans un délai de dix-huit mois, des progrès dans la limitation de l'Apartheid ne sont pas intervenus... Dix-huit mois, cela laisse quand même à Pretoria le temps de voir venir.

D'autant que le texte, pour l'instant, n'engage que le Sénat lui-même, qui a pu ainsi se donner bonne conscience à peu de frais. Pour le reste, il faut encore que la Chambre des Représentants vote le texte dans les mêmes termes pour lui donner force de loi. Quant à la Maison Blanche, sa réponse ne s'est pas fait attendre. Dès le 12 juillet, elle a critiqué ce vote, au nom de l'engagement « constructif »... D'après un porte-parole de la présidence, « les sanctions économiques sont un mauvais moyen d'amener les changements » en Afrique du Sud. Une façon comme une autre de dire que le seul changement qu'il souhaite, c'est que rien ne change.

Soudan

Toujours la dictature

Pour la première fois depuis la chute du dictateur Nemeiry le 6 avril dernier, une manifestation populaire a été violemment réprimée à Khartoum le 15 juillet. Ce sont les brigades anti-émeutes du « conseil militaire de transition » qui ont chargé une manifestation de 5000 employés de banque à l'aide de grenades lacrymogènes, faisant une quinzaine de blessés, dont le secrétaire général du syndicat des employés de banque. Ces derniers demandaient une

enquête sur la corruption des dirigeants de la banque centrale et réclamaient la baisse des prix des produits de première nécessité.

C'est déjà une augmentation des prix des produits de première nécessité qui avait provoqué le soulèvement populaire d'avril dernier. Aujourd'hui, le général Al Dahed a remplacé l'ancien dictateur Nemeiry à la tête de l'Etat, mais la situation économique est toujours aussi catastrophique. Le Soudan est un

des pays les plus pauvres du monde.

Les privilégiés du pays tiennent à le rester. C'est pourquoi le nouveau régime, après avoir éveillé l'espoir de la population, se tourne inévitablement contre elle. Les privilégiés locaux, mais aussi les dirigeants impérialistes, attendent de lui qu'il maintienne l'ordre et fasse rentrer dans le rang les masses populaires soudanaises. de peur que celles-ci ne l'engloutissent dans une révolution.

AFP



Les parades de la victoire sur Nemeiry sont terminées. Al Daheb, nouvel homme fort du Soudan, n'a pas attendu longtemps pour utiliser les mêmes troupes contre les employés de banque mécontents.

Egypte

La visite intéressée de Roland Dumas

Roland Dumas, le ministre des Relations extérieures, s'est rendu en Egypte les 11 et 12 juillet.

L'Egypte est un partenaire privilégié de la France, et Mitterrand a déjà eu l'occasion de rencontrer dix fois le président Mubarak depuis quatre ans. Il s'apprête à le rencontrer encore deux fois d'ici la fin de l'année.

Sur le plan économique, la France est le troisième fournis-

seur de l'Egypte. Elle lui vend entre autres des armes : ainsi l'Egypte a-t-elle commandé vingt Mirage 2000, des Alpha-Jet, des hélicoptères et des missiles... Le gouvernement français voudrait ne pas en rester là. Dumas s'est, au cours de sa visite, présenté en commissaire voyageur de la maison Framatome pour essayer de vendre à l'Egypte une centrale nucléaire au détriment de ses concurrents américano-japonais et allemands. Il est aussi venu en

représentant des banquiers pour examiner le problème du retard pris par l'Egypte dans le remboursement de sa dette militaire. Celle-ci s'élèverait à plusieurs milliards de francs.

Autrement dit, il en faudra, de la sueur de fellah égyptien, pour permettre à Mubarak de payer ses armements, aux banquiers français de rentrer dans leurs fonds et aux trusts français représentés par Dumas de continuer à faire des affaires à l'ombre des pyramides.

Les responsables du possible retour de Banzer

Les résultats définitifs des élections boliviennes ne sont pas encore connus. Néanmoins, même si au fil du dépouillement des votes il semble que le pourcentage de voix obtenues par le général Banzer soit inférieur à celui que laissent augurer les premières évaluations, c'est sans doute ce dictateur qui l'emportera. Banzer d'ailleurs agit et parle déjà comme s'il était à la tête de l'Etat et tout porte à croire qu'il serait prêt à forcer le verdict des urnes si besoin était.

Ce résultat n'est pas une surprise. Depuis des mois maintenant, politiciens et observateurs disaient que si les élections anticipées avaient lieu, comme le voulaient la droite, l'extrême-droite et l'armée, les partis de gauche, discrédités et usés par trois ans d'échec, subiraient une cuisante défaite. Ils prévoyaient que les voix de la petite bourgeoisie urbaine, effrayée par la répétition des crises sociales et l'aggravation de la situation économique, se porteraient massivement sur celui qui apparaissait comme un homme d'ordre efficace, le général Banzer. Un homme d'ordre qui a déjà eu l'occasion de montrer, quand il était au pouvoir de 1971 à 1978, qu'il ne reculait devant rien pour faire

taire les paysans et les ouvriers et leur imposer des sacrifices.

C'est bien pourquoi Banzer, qui bénéficie de l'appui d'une partie de la droite, de l'extrême-droite et de l'impérialisme américain, a précipité l'échéance électorale au point que des centaines de milliers de paysans pauvres dans des régions traditionnellement hostiles à Banzer et favorables soit à la gauche, soit à l'autre candidat de la droite nationaliste, Paz Estenssoro, n'ont même pas eu le loisir de s'inscrire sur les listes. Et en réalité, toutes les élections se sont déroulées sous la menace d'un coup de force de l'extrême-droite au cas où le gouvernement antérieur, étiqueté de gauche, chercherait à repousser la date des élections.

En tout cas, au lendemain du scrutin, Banzer n'a pas tardé à annoncer la couleur. Son but est de mettre un terme aux grèves et de faire en sorte que la Bolivie paie sa dette aux banquiers impérialistes. Il se dit prêt pour cela à « employer une chirurgie sans anesthésie, qui va faire mal mais sera de courte durée ».

Les classes pauvres boliviennes — les mineurs, les ouvriers des villes, les centaines de milliers de sans-emploi,

de paysans très pauvres des campagnes — se retrouvent donc aujourd'hui, après trois ans du gouvernement Siles Zuazo, confrontées à leurs traditions bourreaux, l'armée et l'extrême-droite, qui n'ont que faire des élections et n'y recourent que pour dissimuler un peu le régime dictatorial qu'ils veulent imposer.

Mais les responsables de cette situation ne sont pas seulement les bourgeois boliviens, les banquiers impérialistes ou les militaires et les politiciens de droite et d'extrême-droite.

Si les classes pauvres boliviennes sont aujourd'hui, une nouvelle fois, menacées d'une saignée, c'est parce que les dirigeants du mouvement ouvrier bolivien n'ont pas voulu diriger les luttes de la classe ouvrière (qui entraîne avec elle les couches pauvres des villes et des campagnes) en fonction de ses intérêts de classe.

Car les luttes de la classe ouvrière n'ont pas manqué au cours des trois années écoulées. Mais le Parti Communiste, un temps associé au pouvoir, n'a rien fait d'autre que se mettre en réserve quand cela allait trop mal. Quant aux dirigeants de l'imposante organisation ouvrière qu'est la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne), ils ont été à la tête de mouve-



Siles Zuazo, le président du dernier gouvernement civil bolivien, il y a trois ans.

ments de grève importants mais à chaque fois, ils se sont contentés de faire pression sur le gouvernement de Zuazo, un gouvernement qui, à chaque fois, ne reculait devant la pression populaire que pour inventer de nouveaux plans d'austérité, démontrant à chaque fois sa pleutrerie devant la droite et l'armée. Les dirigeants des partis dits de gauche et de la COB ont ainsi contribué à user une partie de la combativité de la classe ouvrière bolivienne, à dresser contre elle la petite bourgeoisie en désarmant politiquement les classes populaires et les milliers de militants ouvriers prêts pourtant à imposer par la force la défense de leurs intérêts.

La classe ouvrière bolivienne et avec elle les classes pau-

vres, nombreuses, affamées, risquent de payer cher ces trahisons. Mais jusqu'à présent, même si le rapport de force entre elles et la bourgeoisie et la droite a évolué en leur défaveur, elles ont des forces intactes. Et notre espoir, l'espoir de tous ceux qui sont dans le camp des opprimés, est qu'elles trouvent les moyens de faire face à leurs ennemis même dans cette situation très difficile. Qu'elles trouvent les moyens de faire face à leurs ennemis ouverts et déclarés comme Banzer mais qu'elles trouvent aussi les moyens de faire face à ces faux amis que sont les dirigeants des partis de gauche et de la COB qui ont déjà à plusieurs reprises dans ce pays conduit les masses populaires à des massacres.

Expulsion des travailleurs de Ford :

Alfonsín utilise la manière forte

C'est la manière forte que le gouvernement Alfonsín a finalement utilisée pour tenter de mettre fin à la série d'occupations d'usine qui ont lieu depuis près de trois semaines à la suite de l'occupation de l'usine Ford dans la banlieue de Buenos Aires.

Le 14 juillet dernier, la police a fait évacuer l'usine Ford, mettant fin à une occupation de 19 jours, qui commençait à devenir un exemple contagieux et risquait de compromettre le plan dit anti-inflation lancé par Alfonsín le 13 juin dernier. Ce plan, qui impose le blocage des prix et des salaires, a été mal pris au départ par les travailleurs dont le niveau de vie était perpétuellement remis en cause par une inflation atteignant les 30 % par mois.

Mais le patronat a profité de l'annonce de ce plan et du relatif consensus dont il semblait jouir pour annuler toutes les augmentations de salaire prévues et pour accélérer restructurations et licenciements en arguant que le plan allait approfondir la récession.

C'est ainsi, par exemple, que le syndicat de la métallurgie, la UOM, dénonce, en un mois, la fermeture de pas moins de 58 entreprises, le licenciement de 3 200 travailleurs et la mise en chômage technique de plus de 20 000 autres. Et ceci rien que pour la métallurgie. Mais la situation n'est pas plus brillante dans les autres branches de l'économie.

Chez Ford, une usine de 4 500 ouvriers dans la banlieue de Buenos Aires, le patron est revenu, fin juin, sur sa promesse de ne pas licencier et a décidé de mettre 33 travailleurs à la porte sous prétexte de manquement à la discipline. Les ouvriers de Ford n'ont pas été dupes, ils se sont mis en grève et ont décidé d'occuper leur entreprise.

La CGT (péroniste) a désavoué ses dirigeants locaux qui avaient proposé l'occupation et celle-ci a été déclarée illégale. La presse argentine s'est déchaînée contre les grévistes et Alfonsín était d'autant plus inquiet que la politique extrêmement agressive du patronat risquait d'entraîner une riposte généralisée des travailleurs. A la suite du déclenchement de la grève à Ford, une vingtaine d'entreprises furent occupées à leur tour. Et les travailleurs de chez Ford avaient commencé à leur rendre visite. C'est ainsi qu'une délégation d'ouvriers de Ford se rendit dans les beaux quartiers du centre ville prendre contact avec des employés qui occupaient leur banque, la banque Juncal. Toutes choses qui ne pouvaient qu'inquiéter patronat et gouvernement.

Les grévistes de Ford ont été expulsés par la police. La direction de l'usine, réconfortée, annonce que ce sont maintenant 800 travailleurs qu'il va falloir licencier. Le gouverne-

ment de son côté envisage de faire adopter une loi interdisant les occupations d'usines, et qui permettrait de sanctionner les occupants et les dirigeants syndicaux qui se seraient laissés déborder.

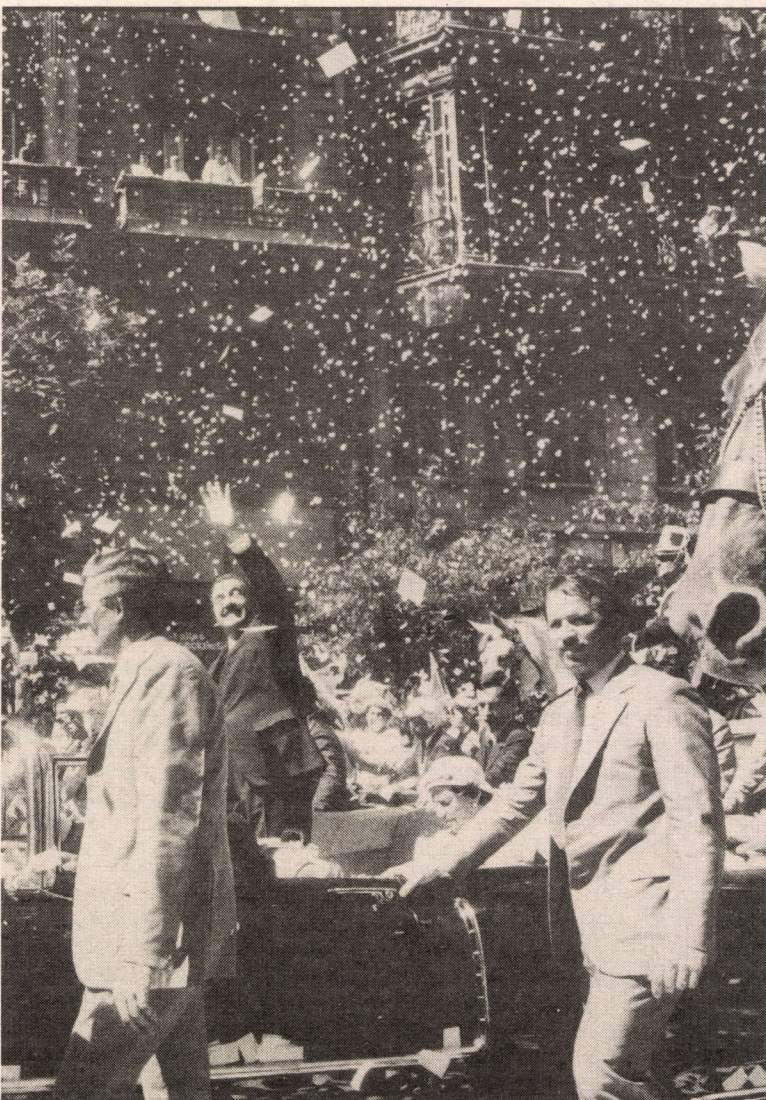
En tout cas, un mois après le lancement du plan Alfonsín, il est manifeste qu'il s'agit, sous couvert de lutter contre l'inflation, d'une attaque de grande ampleur contre la classe ouvrière. Non seulement à cause de la vague de licenciements en cours mais aussi par la baisse de son niveau de vie.

Du 15 juin au 15 juillet, l'augmentation des prix aurait été de près de 3 % et Alfonsín espère que l'augmentation sur le mois de juillet ne dépassera pas 7 %. De quoi écorner tout de même sérieusement le niveau de vie de tous ceux dont le salaire est bloqué !

Ainsi, tout le poids du plan anti-inflation va reposer sur la classe ouvrière pendant qu'Alfonsín multiplie les facilités d'investissements pour le capital privé et privatise une bonne partie des entreprises d'Etat.

Alfonsín multiplie les gages vis-à-vis du patronat et réserve ses coups aux travailleurs. Mais il n'est pas dit que ce coup de force contre ceux de chez Ford suffise à briser la résistance de la classe ouvrière à cette offensive en règle.

Dominique CHABLIS



Deux ans après l'accession de Raul Alfonsín à la présidence (ici la cérémonie d'investiture en décembre 1983), ce n'est plus la fête pour la classe ouvrière argentine.

CLECIM

(Saint-Chamond - Loire)

Les travailleurs ne veulent pas de la potion patronale

A plusieurs reprises depuis le 8 juillet, et la dernière fois le mardi 16 juillet, les travailleurs de l'usine Clecim de Saint-Chamond ont débrayé pour montrer leur refus du plan de restructuration patronal. Ce plan, concocté sous la houlette de Spie-Batignolles, le « reprenneur » de Clecim, prévoit 235 suppressions d'emplois visant toutes du personnel de fabrication, dont l'effectif passerait de 302 à 67. Les suppressions d'emplois se feraient par des départs en préretraite dans le cadre de la convention sidérurgie (106 départs) et par des mutations internes, dont une partie vers une usine Clecim située à Montbrison, à une cinquantaine de kilomètres.

Après des débrayages le 8 et le 11 juillet, 220 à 240 personnes débrayèrent le 12 juillet pour écouter le compte rendu du Comité central d'entreprise tenu la veille, qui ne comportait d'ailleurs rien de bien nouveau. Un militant syndical combatif, après avoir affirmé que seule la lutte pouvait faire reculer Clecim, rappela que, face à l'intention de la direction de convoquer individuellement les travailleurs pour « parler » de leurs désirs, une assemblée du personnel de fabrication avait décidé que tout le monde irait accompagner les travailleurs convoqués. Les travailleurs de fabrication se retrouvèrent d'accord pour refuser les convocations individuelles.

Le lundi 15, les premières convocations avaient lieu.

Jusqu'au mardi après-midi, les travailleurs y répondaient. Il faut dire que la direction ne commença pas par le secteur combatif de l'Usinage ; mais ce que les travailleurs entendirent dans leur tête-à-tête ne fut pas du tout de nature à les rassurer, bien au contraire. A ceux qui se voyaient proposer une formation de dessinateur, il était précisé qu'il s'agissait d'atteindre un niveau de première année de BTS. La plupart voient cela hors de leur portée et se demandent donc ce qui arrivera après. A ceux à qui on dit que leur travail sera à Montbrison, il est précisé que leur horaire, d'équipe actuellement, passera à la journée.

De plus les salaires sont inférieurs d'environ 500 F à Montbrison : que toucheront ceux de Clecim des futures et éventuelles augmentations de salaires ? Les chefs d'équipe, convoqués à la direction, se virent traités avec rudesse et mépris. En gros, on leur dit : « Vous acceptez notre proposition ou c'est la porte ». Aussi, le mardi matin, le mécontentement était assez général — même si les raisons en sont différentes —, la direction orientant les travailleurs vers des voies diverses. Il faut dire en plus que même ceux qui resteraient à Saint-Chamond (les « 67 ») ne sont guère satisfaits : ils savent que c'est un chef, spécialement incompetent et n'en ratant pas une contre les ouvriers, qui est prévu comme responsable !



Les travailleurs de la Clecim au débrayage du 28 juin 1985.

L'après-midi, les travailleurs de l'Usinage se rassemblaient et décidaient de monter tous ensemble demander ses intentions à la direction. Après s'être réunis, ils passaient au Montage pour appeler les travailleurs à monter avec eux. Ils se retrouvaient à 40 dans le bureau du responsable des consultations individuelles. Ils imposaient au directeur de l'usine de venir répondre à leurs questions. Celui-ci ne voulait recevoir que les délégués des syndicats, mais il dut

finalement sortir du bureau et s'expliquer devant tout le monde.

Le directeur s'est refusé à dire qu'il n'y aurait pas de licenciement pour les travailleurs refusant leur mutation à Montbrison, tout en essayant d'affirmer que le plan ne prévoyait pas de licenciement sec. Comprenne qui pourra ! Après que le directeur eut refusé de donner ses listes de répartition des travailleurs dont les emplois sont supprimés à Saint-Chamond, il se retira. Les

travailleurs se réunirent pour faire le bilan de leur action. Ils décidèrent de laisser tout le monde avoir la liberté de répondre aux convocations de la direction. Comme ils savaient que toutes les consultations devaient être achevées jeudi soir, ils décidaient de tenir une assemblée de tout le personnel de fabrication vendredi matin 19 juillet.

Affaire à suivre donc !

Correspondant LO

CHANTIERS SNCF

(Paris - Masséna)

Les nettoyeurs de trains débrayent

Les voyageurs de la gare d'Austerlitz, mais aussi depuis peu ceux de la gare de Lyon, peuvent constater que les trains sont mal nettoyés.

Cela est dû à des mouvements de grève des employés de l'entreprise privée USP qui travaille pour le compte de la SNCF et qui emploie en grande majorité des travailleurs immigrés ; une grève que les employés concernés racontent ainsi : « Sur Austerlitz, nous sommes 396. Nous travaillons en continu, samedis, dimanches, fériés, jour comme nuit. Notre salaire de base est de 4 154 F, et souvent pour plus de 169 heures par mois. Nous demandons, en plus du respect du SMIC, une prime exceptionnelle de 5,75 F par jour, soit 120 F par mois. Notre mouvement dure depuis plus de quinze jours. Au début, nous faisons une heure de grève par jour, puis deux heures et,

actuellement, nous faisons trois heures de grève par jour. La direction refuse de négocier, prétendant que notre grève est illégale. Et apparemment, elle tente de provoquer en faisant mine, entre autres, de vouloir embaucher, mais surtout en faisant venir en grand nombre sur le chantier, jour et nuit, des travailleurs indiens ne parlant pas le français, sans qu'ils aient à notre connaissance de contrat de travail ni avec l'USP ni avec la SNCF ».

Voilà comment la direction de la SNCF agit. Elle souhaite sans doute dresser les grévistes contre d'autres travailleurs. Mais jusqu'à maintenant, cette manœuvre n'a pas réussi à cacher aux grévistes quels sont leurs véritables ennemis, ni à les décourager.

Correspondant LO

SNECMA (Corbeil-Essonnes)

Les travailleurs empêchent deux licenciements

Jeudi 10 juillet, au CF 170 de la Snecma-Corbeil, deux travailleurs des Traitements thermiques ont eu une altercation et en sont venus aux mains. L'ayant appris, la direction mit immédiatement ces deux camarades en « mise à pied conservatoire » et leur demanda de se présenter le lundi suivant pour un entretien dans le cadre d'une procédure de licenciement. La menace de se retrouver à la rue qui pesa soudain sur nos camarades souleva l'émotion de tous. Que des travailleurs s'énervent dans cet atelier n'est pas surprenant. C'est le secteur le plus dur de l'usine, où ne travaillent que des OS. La température dépasse souvent les quarante degrés, les ouvriers travaillant sur des cuves de produits dégraissants genre trichlore et autres produits toxiques qui dégagent sans arrêt des vapeurs nauséabondes. De surcroît, le travail, dans cette période de vacances où 40 % de l'effectif habituel est absent, s'accumule.

Le lundi 15, jour de l'entretien préalable, l'adjoint au chef du personnel annonçait tout simplement qu'il y avait 99 %

de chances pour que les licenciements soient effectifs. La nouvelle se répandait aussitôt dans le CF 170 et l'équipe du matin se mettait en grève à 10 heures, bloquant du même coup la quasi-totalité de la production de l'usine qui passe dans cet atelier de dégraissage. Les travailleurs se mobilisaient pour accompagner un délégué CGT à la cantine où une prise de parole informait l'ensemble de l'usine du mauvais coup préparé par la direction. Au changement d'équipe, les prises de parole continuaient et l'équipe du soir du CF 170 débrayait à son tour. Des camarades circulaient dans les secteurs pour appeler à réagir contre la menace des deux licenciements.

Si tous se sentaient concernés, nombreux cependant étaient ceux qui voulaient attendre, avant de décider d'une action, la réponse définitive de la direction. Celle-ci devait se prononcer le lendemain mardi, à l'issue du délai légal... mais, espérant probablement décourager tous ceux qui s'étaient mobilisés derrière les deux menacés, elle tergiversait jusqu'au lendemain 8 h 30.

Cependant, la tension montait dans les ateliers, où l'on discutait de ne plus se contenter de simples débrayages si la direction passait des menaces aux actes.

Et c'est dans ce climat que le chef du personnel annonça pour un camarade 5 jours de mise à pied et pour l'autre 8 jours de mise à pied avec mutation dans l'usine de Corbeil.

Ce sont là de lourdes sanctions pour des travailleurs qui gagnent environ 6 000 francs par mois, puisque huit jours ouvrables de mise à pied représentent environ un demi-mois de salaire. Mais sans la solidarité de tous, sans les heures de grève de leurs camarades d'équipe, sans leur mobilisation au cours des entrevues avec la direction et des prises de parole dans l'usine, elles auraient certainement été bien plus lourdes. C'est parce que nous avons montré les dents à la direction et qu'elle a craint notre colère que nos camarades ne sont pas licenciés. De cela, tous sont conscients et fiers.

Correspondant LO

□ PTT

De nouveaux coups en préparation contre le personnel

A Paris 17, au centre de tri des Renaudes, on commence un peu à s'inquiéter. On sait que la direction des Postes et le gouvernement ont l'habitude de nous concocter, pendant les vacances, de belles surprises pour la rentrée. Cette fois-ci, ils ont touché au point sensible : les mutations.

En effet, dans les centres de tri parisiens, à Paris 17 comme ailleurs, le personnel vient, pour la majeure partie, de province, quand ce n'est pas d'encore plus loin (des DOM-TOM par exemple). Cela parce que tous les préposés, quels que soient leur région d'origine et le lieu où ils ont passé le concours, sont toujours nommés à Paris pour leur premier poste, vu les gros besoins de la capitale. Et beaucoup parmi eux souhaitent souvent pouvoir se rapprocher de chez eux, de leur famille... sans attendre la retraite !

C'est déjà un problème épineux ; or, le Comité technique paritaire ministériel

(où administration et syndicats discutent des nouveaux projets de réforme de la poste), qui s'est tenu le 9 juillet dernier, prévoit encore d'aggraver la situation.

Jusqu'à présent, le séjour minimum dans un poste était officiellement d'un an, même s'il était bien souvent de deux ans dans la pratique. Eh bien, le projet prévoit d'officialiser ce minimum de deux ans. Le séjour minimum dans le premier poste est fixé à deux ans dans la majorité des recrutements et à quatre pour les lauréats de certains concours externes. D'autres mesures, comme le fait de lier le travail de nuit des femmes, jusque-là au volontariat, aux « besoins du service », font pas mal de remous.

Ce que l'administration cherche à faire avec son projet, c'est, bien sûr, de stabiliser le personnel sur les bureaux parisiens, de l'y faire rester le plus longtemps possible... pour assu-

rer le service, puisqu'elle limite les nouvelles embauches. Cela l'arrange sans doute, mais, encore une fois, quand elle fait ses comptes, ce sont les postiers qui trinquent.

Pour l'instant, il ne s'agit que de projets, mais vu la période actuelle, on peut s'attendre à de mauvaises surprises. Alors nous sommes sur nos gardes.

La mobilisation n'est certes pas générale, mais à la Distribution, à l'initiative de la CGT, deux assemblées générales se sont tenues depuis l'annonce de ces mesures. Elles ont rassemblé chaque fois une quarantaine de personnes et ont permis de discuter, d'informer l'ensemble du personnel, de mettre en route une campagne de pétitions sur le secteur.

En ce moment, une bonne partie du personnel est en congé ou s'apprête à y partir. Mais en attendant la rentrée de tous, on reste attentifs...

Correspondant LO

Mieux vaut être jeune et en bonne santé que vieux et malade... surtout en été

Comme chaque année quand vient l'été, c'est la crise dans les hôpitaux : la crise des lits ! Puisque le personnel part en vacances, les directeurs d'hôpitaux font le choix, depuis plusieurs années, de fermer des salles dans presque tous les services. Durant l'année, les services tournent avec un minimum de personnel ; alors, au moment des congés, on se retrouve au-dessous du minimum « vital » et on ferme.

Cela veut dire que pour un certain nombre de malades commence aussi un véritable parcours du combattant, de salles en instance d'être fermées en salles qui vont fermer, jusqu'à se retrouver tout simplement mis dehors.

Par exemple : un vieillard de 93 ans, dont bien sûr voisins, amis et soutiens sont en vacances, entrainé à l'hôpital Broussais fin juin : il avait un problème d'yeux qui justifiait une hospitalisation. Il resta une dizaine de jours en Médecine, puis, comme on avait besoin de sa place, ce vieux monsieur fut transbahuté dans un hôpital voisin, à Saint-Joseph, en Ophtalmologie, où là on le soigna. Malheureusement ce service doit, lui, fermer fin juillet. Alors on ressortit des tiroirs une ancienne demande d'admission à l'Hôpital Suisse à Issy-les-Moulineaux, mais là aussi, catastrophe, on fermait : donc, pas question de l'accepter ! Autant dire que son périple n'est pas fini !

□ BERNES MARREL (Corbeil-Essonne)

Grève de quatre jours

Aux Bennes Marrel, les 110 licenciements accordés par le ministère, le 12 juin dernier, vont de pair avec les attaques de la direction contre les salaires. Ainsi, le chômage technique dure toujours : nous ne faisons que 30 h. par semaine, au lieu de 38 h.50, et cela depuis vingt mois maintenant. Or, pendant ce temps, la direction impose aux ouvriers des Bennes Marrel de Saint-Etienne de faire 48 heures. Le patron a aussi supprimé les factions ainsi que la prime correspon-

dante et il a voulu rogner sur le treizième mois en le calculant sur la base de 30 heures.

Alors, le 1^{er} juillet, nous nous sommes mis en grève tous ensemble et, pendant quatre jours, rien n'est sorti de l'usine. Et nous avons porté notre affaire devant les Prud'hommes afin d'obtenir le treizième mois intégral.

Une réaction qui n'est sans doute pas à la mesure des attaques de la direction, mais qui lui a montré que nous en avons plus qu'assez de sa politique.

□ BANQUE DE FRANCE (Puteaux - Hauts-de-Seine)

Les travailleurs inquiets de leur avenir

A la Banque de France-Puteaux, où sont tirés des billets CFA, nous sommes un peu plus de 250 personnes. Depuis quelque temps, des bruits circulent sur une éventuelle modernisation, sans que l'on puisse savoir exactement ce qu'il en est et quelles conséquences cela aura pour nous.

Début juillet, devant le refus de la direction de nous rendre des comptes sur ses projets de modernisation à Puteaux, nous avons, à une centaine, arrêté le travail une journée, et nous

avons rencontré la direction.

La réunion n'a pas apporté les réponses à toutes les questions. Et c'est normal, car leurs mauvais coups, c'est loin des yeux et des oreilles des salariés que les patrons les préparent. Nous avons toutes les raisons de rester méfiants.

Nous avons retenu la leçon : pour avoir la réunion, nous avons dû nous manifester en nombre. C'est ce langage-là qu'il nous faudra continuer à tenir.

Correspondant LO

□ RENAULT

• Flins

Débrayage

contre la réduction de la prime

C'est vendredi 12 juillet en fin d'après-midi que, à Renault-Flins, on a appris que la prime de septembre ne serait que de 150 francs au coefficient 100, contre 350 francs l'an dernier.

Rapidement, l'information a circulé dans les ateliers. Pour chaque travailleur, cela signifie plusieurs centaines de francs en moins sur la paye de septembre. Mais surtout, plus que la perte d'argent, cette décision inattendue était ressentie comme une provocation délibérée de la part de la Régie. Les effectifs baissent, le pouvoir d'achat diminue (1,5 % d'augmentation en tout et pour tout depuis le début de l'année), alors que la Régie a décidé, à compter du 1^{er} juillet, une augmentation de 4,5 % du prix des voitures. Cela ne lui suffit pas, puisqu'elle y ajoute l'amputation de la prime ! Si la Régie avait décidé d'une initiative pour tester les réactions des travailleurs, elle ne s'y prendrait pas autrement.

C'est aux chaînes Ferrage, en Tôlerie, que des travailleurs ont, en premier, décidé de réagir. C'est trop, ont pensé immédiatement de nombreux travailleurs de l'atelier ; et le bruit a couru qu'il fallait débrayer le lundi matin à l'arrivée des

chefs. Lundi matin, les travailleurs du Ferrage se sont retrouvés toujours aussi décidés.

Entre-temps, la CGT avait lancé un appel à débrayer sur l'ensemble de l'usine. Mais les travailleurs ne l'apprennent que le lundi matin, et le mot d'ordre fut, sur l'ensemble de l'usine, très peu suivi.

Par contre, aux chaînes Ferrage, le débrayage prévu dès le vendredi après-midi eut lieu comme prévu. Sur les quelque 250 travailleurs du secteur, une centaine se retrouvèrent en bout de chaîne pour aller protester auprès du chef de département.

Sans doute ce débrayage, de fait limité à un seul atelier, est resté symbolique, il en faudra plus pour faire reculer la Régie. Celle-ci savait ce qu'elle faisait en annonçant l'amputation de la prime, maintenant, à quelques jours des vacances, à un moment où les travailleurs n'envisagent guère de se lancer dans un conflit. Mais elle ne perd peut-être rien pour attendre. Chez Renault, une réaction des travailleurs devient de plus en plus urgente et la réaction des travailleurs du Ferrage, qui vient s'ajouter à d'autres réactions partielles ces derniers jours, montre que

nombre de travailleurs en sont de plus en plus conscients.

Correspondant LO

• Billancourt

A Billancourt aussi, la direction de la Régie fait les poches des travailleurs sous prétexte de faire des économies et de combler le déficit.

Déjà il y a quelques jours, elle avait tenté de remettre en cause les acomptes sur les congés qui étaient prévus pour de nombreux travailleurs. Et là, avec le mauvais coup sur la prime qui baisse des deux tiers et dans l'ambiance actuelle, les travailleurs sont inquiets pour leur sort.

La CGT a bien organisé, dès le lundi 15 juillet, des prises de parole, des délégations et des débrayages, mais pour le moment, à Billancourt, il n'y a qu'un petit nombre de travailleurs qui ont réagi. Il faut dire que les débrayages étaient organisés secteur par secteur, à des heures différentes, et que la proximité des vacances n'a pas contribué à la mobilisation.

Il n'empêche que cette amputation de la prime provoque une certaine émotion parmi les travailleurs.

Correspondant LO

Le contre-coup des suppressions d'emplois à RENAULT

Après l'annonce des 21 000 suppressions d'emplois à la Régie Renault, la revue patronale *L'Usine Nouvelle* du 27 juin dernier fait le bilan des conséquences de la politique du gouvernement à la Régie sur bon nombre d'entreprises qui travaillent avec Renault. Et d'abord sur son propre réseau commercial.

Le réseau important dont s'était dotée la Régie n'est plus rentable du point de vue des dirigeants de Renault. Ainsi, 6 des 64 succursales et filiales appartenant à Renault devront être fermées. Sur 570 concessions, une centaine devront disparaître.

La Régie Renault travaille avec de nombreux fournisseurs, équipementiers, sous-traitants. L'ensemble de ces secteurs d'activité subira le contre-coup de sa politique.

La Régie veut réduire le nombre de ses fournisseurs. De 2 000, leur nombre passera à 800. Elle veut aussi pousser ses fournisseurs à abaisser leur coût de revient, et pour cela Georges Besse veut s'appuyer sur la concurrence: la Régie n'aura plus qu'un seul fournisseur français par produit, qui couvrira 80 à 90 % des besoins, et sera mis systématiquement en concurrence avec un fournisseur étranger, qui couvrira les 10 à 20 % restants. Cela représente une augmentation de la part des fournisseurs étrangers, qui couvrent moins de 10 % des besoins totaux de Renault à l'heure actuelle. Mais c'est surtout un moyen de pression sur les fournisseurs français pour qu'ils augmentent leur productivité. Une politique que paieront les travailleurs de ces entreprises.

La disparition de nombreux fournisseurs et équipementiers de Renault semble inévitable aux dirigeants de ces sociétés eux-mêmes: « 330 entreprises, c'est trop », disent-ils. Mais à la clé, il y a des suppressions d'emplois: de 114 000 salariés en 1984, ces sociétés ne devront plus en compter que 94 000 fin 1987. Ces 20 000 suppressions d'emplois doublent donc celles prévues pour le « plan d'assainissement » de Renault lui-même.

Outre les fournisseurs et

équipementiers, Renault travaille avec 2 000 sous-traitants qui emploient entre 30 000 et 35 000 salariés.

La Régie veut aussi les impliquer dans la course à la rentabilité, et seuls résisteront ceux qui augmenteront leur productivité. Ainsi, des accords passés en février dernier entre la Fédération des Industries Mécaniques et Transformatrices des Métaux et le Syndicat Général des Fondateurs engagent les entreprises sous-traitantes à réaliser des gains périodiques de productivité.

D'ores et déjà, dans le seul secteur du découpage-emboutissage, le nombre des sous-traitants devrait passer de 300 à 50. Des experts sélectionnent déjà depuis plusieurs mois les entreprises qui continueront à travailler avec Renault.

On le voit, les 21 000 suppressions d'emplois annoncées chez Renault doivent en fait être multipliées par deux, sinon par trois. Et si, dans la grande entreprise, la Régie prend ses précautions pour que les suppressions d'emplois se passent sans trop de heurts, les travailleurs de toutes ces petites entreprises n'auront pas droit aux ménagements: isolés, disséminés dans des centaines d'entreprises, ils peuvent être licenciés plus facilement. C'est d'ailleurs à cela, justement, que sert la sous-traitance.

Heures supplémentaires pour les uns, chômage pour les autres

En avril 1984, la direction du département Vidéo-équipement annonçait 123 emplois de trop à Thomson-Gennevilliers, et la mise en place d'un plan social comprenant pré-retraites, licenciements, stages, mutations, « aides à la création d'entreprises » et primes de départ, fixées à 90.000 F pour les volontaires.

Au 30 juin 1984, 125 personnes ont été licenciées avec leur accord, 16 ont été mutées, et 4 ont fait un stage, mais ne savent pas ce qu'elles vont devenir. Ce qui fait donc déjà 141 départs.

Mais comme la quantité de

travail reste la même, dans certains services, c'est la panique. Alors la direction fait appel aux intérimaires dans les magasins, les chefs font pression pour faire faire « des efforts particuliers » en heures supplémentaires, le soir, le samedi, ou même le dimanche, parfois gratuitement, et quatre personnes viennent même d'être embauchées.

Qu'à cela ne tienne! Le P-DG a annoncé une nouvelle vague de suppressions d'emplois pour la rentrée. Par ailleurs, la direction refuse de reclasser les 4 personnes revenues de stage et essaye même de licencier l'une d'entre elles

pour créer un précédent: le premier licenciement « sec ».

A l'usine, si certaines personnes se demandent encore pourquoi la direction continue de supprimer des emplois alors qu'il y a déjà trop de travail, beaucoup d'entre nous ont compris que les licenciements des uns ne protègent pas l'emploi des autres et que le but de la direction est de faire travailler ceux qui restent de plus en plus en les payant de moins en moins. Mais à force de nous montrer aussi clairement que plus nous laissons faire, plus on nous en demande, cela finira bien par craquer!

Les malades de la filière bulgare

A la Thomson-Gennevilliers, la direction de la division Télécommunication a interdit l'entrée des bâtiments à un ingénieur d'une société de sous-traitance ainsi qu'à une analyste-programmeur.

Tous deux étaient très attendus à cause de leurs compétences professionnelles. Alors, qu'avaient-ils fait?

Eh bien, le premier est bulgare (réfugié politique)! Quant à la seconde, elle est chilienne. Et comme à Gennevilliers, la psychose des espions fait des ravages à la

direction, cela a suffi pour qu'on leur refuse la délivrance du badge obligatoire!

Le plus cocasse dans cette affaire, c'est que le directeur qui a pris cette décision s'appelle Angotti. Et malgré l'affiche placardée sur tous les panneaux par la CFDT, qui relate les faits et conclut en posant la question: « Avec de tels principes, on peut se demander si le dénommé Angotti ne va pas être rapidement interdit de séjour, car avec un nom pareil... », il n'a toujours rien dit!

Correspondant LO

□ CGCT (Massy)

La grande braderie

La CGCT (Compagnie Générale de Construction Téléphonique), entreprise nationalisée depuis 1982, a entamé depuis 1984 une opération de restructuration et de décentralisation qui s'est accompagnée de suppressions d'effectifs (961 sur 6 000 salariés) avec prime d'incitation au départ. Maintenant, la direction parle de revendre certains secteurs.

C'est ainsi qu'à l'usine de Massy, un petit secteur de fabrication, qui fabrique des circuits imprimés, est revendu à une entreprise de sous-traitance, avec sans doute l'assurance d'un carnet de commandes bien rempli pour un bout de temps grâce à la CGCT.

Mais la direction ne se contente pas de vendre le matériel, elle vend aussi les ouvriers! Ces derniers se voient proposer une période d'essai de trois mois (payée par la CGCT) et, s'ils font l'affaire, ils signeront un nouveau contrat d'embauche avec l'acquéreur.

Quant au salaire prévu dans le nouveau contrat, il serait le même qu'à l'heure actuelle, mais à un « détail » près: l'horaire hebdomadaire sera de 45 heures au lieu de 35 à l'heure actuelle à la CGCT. Autrement dit, une baisse de salaire horaire de plus de 22 %...

Quant au sous-traitant, voilà un heureux de plus grâce aux entreprises nationalisées! Mais sans doute s'agit-il encore d'un de ces patrons qui vont pleurer misère, par CNPF interposé, en se plaignant amèrement des rigueurs de la législation sur l'emploi et de la lourdeur des charges salariales...

Correspondant LO

□ RATP

Grève contre une sanction

Sur la ligne 7 (Fort d'Aubervilliers-Villejuif-Mairie d'Ivry), les conducteurs ont fait grève deux heures en fin de service vendredi 12 juillet, à l'appel des syndicats, ce qui a causé des perturbations toute la journée. Le mouvement a été bien suivi: ainsi, au terminus de Villejuif, sur 57 conducteurs, 7 seulement ont travaillé.

Les conducteurs entendaient par cette grève riposter à la sanction infligée par la direction à l'un d'entre eux, et qui consiste à lui interdire la conduite de trains momentanément.

En effet, la direction tient ce conducteur pour responsable d'un déraillement qui a eu lieu dernièrement et qui n'a occasionné que des dégâts matériels. Le conducteur faisait une manœuvre à Fort d'Aubervilliers pour aller garer son train à

la Porte de la Villette, quand une aiguille s'est défaite au moment où une voiture passait et le train a déraillé. D'après le conducteur, le feu de manœuvre était orange, ce qui indique que la voie est libre et qu'on peut rouler. Il y aurait donc une anomalie dans l'installation et en effet ce n'est pas la première fois que cet aiguillage se montre défectueux.

La RATP a lancé une enquête comme toujours en cas d'incident. Le conducteur et le chef de manœuvre sont convoqués individuellement et questionnés par l'inspecteur et le chef de division.

Mais la direction a sanctionné le conducteur en lui retirant la conduite des trains, avant même la fin de l'enquête. Et c'est contre cet arbitraire qu'ont protesté les conducteurs en faisant grève.

Correspondant LO

« Quelque chose là-bas »

de Nadine Gordimer

Cet ouvrage est un recueil de nouvelles qui toutes, sauf une, ont pour cadre l'Afrique du Sud.

Les thèmes en sont variés ; elles mettent en scène des personnages issus de milieux différents, avec des préoccupations différentes. Mais à travers cette diversité, Nadine Gordimer donne une image de l'Afrique du Sud actuelle, où l'on sent l'affrontement qui se prépare. Une partie de la population blanche ne se soucie que de son bien-être physique et intellectuel. Une autre, par contre, prend conscience que les choses sont en train de changer en Afrique du Sud — soit que certains aident à ce changement, soit qu'ils le redoutent. Et parmi les Noirs, des hommes, obligés de fuir après Soweto, ont pris le chemin de la lutte clandestine.

Depuis des années et des années, l'Afrique du Sud est une prison. Une prison pour les Noirs, mais aussi une prison pour les Blancs qui en sont les gardiens, mais qui parfois choisissent le camp des Noirs.

Cette situation domine toute la société, toutes les pensées, et toute la littérature sud-africaine.

Dans cette société en train d'exploser, les écrivains peuvent difficilement parler de la pluie et du beau temps et Nadine Gordimer — comme



Au Cap, un jeune Noir emmené, après des échauffourées avec les forces de l'ordre du pouvoir raciste, par un militaire blanc. Un symbole, parmi d'autres, de l'Apartheid. (AFP)

André Brink par exemple — témoigne contre une société pourrie. Ce qui sera un jour « l'Ancien Régime » sud-africain.

Un livre à lire, comme les

autres ouvrages de Nadine Gordimer.

Marianne LAMIRAL

Quelque chose, là-bas, de Nadine Gordimer. Ed. Albin Michel. 273 pages. 89 F.

« ORO » de Cizia Zykë

Oro est le premier livre de Cizia Zykë qui, selon ce que l'on peut lire dans la presse, se prépare à en publier encore, dans lesquels il relatera d'autres de ses aventures.

Car Oro est un ouvrage autobiographique. C'est le carnet de bord d'un chercheur d'or, l'auteur lui-même, qui, en 1982 et 1983 a prospecté la péninsule d'Osa dans le Costa Rica en Amérique centrale ; péninsule qui, paraît-il, regorge de ce métal précieux. Selon ce que prétend Cizia Zykë, qui écrit à la première personne, tout ce qu'il raconte lui est réellement arrivé. Nous n'avons évidemment pas été vérifier sur place, et de toute façon, cela n'a pas une grosse importance. Oro est le récit d'un aventurier et qui prétend ne vivre que pour l'aventure, même si aujourd'hui le nouvel

Eldorado semble être pour lui le filon... de l'édition.

Si le but de l'auteur est uniquement de raconter ses aventures, derrière son récit il y a la peinture de la société féroce qui existe dans les pays d'Amérique centrale aujourd'hui. Une société où règne la prostitution, où pullulent politiciens, fonctionnaires, policiers véreux et corrompus, ainsi que malfrats et aventuriers de toutes sortes sans scrupules. Cizia Zykë en fait partie. Tous ces gens-là s'enrichissent en profitant de l'ignorance, de la crédulité, de la propension à l'alcool et à la drogue des paysans pauvres, qui n'ont quasiment que ce moyen pour oublier leur misère. Ces paysans constituent une proie facile que l'on peut duper aisément. Dans ce monde sordide qui se profile à travers les aventures de Cizia Zykë, il faut arnaquer, berner,

bluffer pour « flamber », comme le dit l'auteur, et il faut flamber pour réussir.

C'est avec cynisme que l'auteur regarde tout cela. C'est un individualiste forcené prêt à toutes les audaces pour réussir, pour ne pas se trouver du côté de ceux qui se font avoir. Il l'écrit d'ailleurs au début de son livre : « Il est utopique d'espérer un monde meilleur car il y aura toujours des exploitants et des exploités. Et si ce n'est pas bien d'être exploitant, c'est encore pire d'être exploité. De toute façon, je ne me bats que pour moi ».

Et même si Cizia Zykë, dans la presse et dans son livre, est présenté comme un aventurier loyal qui ne prend de l'argent qu'à des « salauds », qui est de parole, qui n'hésite pas à prendre des risques pour tirer ses amis des mains de la police, il

Adrienne est bonne chez un sculpteur du passage Sainte-Delphine dans le faubourg Saint-Antoine lorsque, en juin 1940, survient l'exode. Et c'est l'arrivée des Allemands qui lui permet, à elle, de faire pour la pre-

« Zeida de nulle part »

de Leïla Houari

Zeida est née au Maroc, mais elle se souvient bien de ses années d'enfance, passées près de sa grand-mère dans un petit village du sud marocain. Installée depuis de longues années en France avec ses parents, elle s'oppose à sa famille, à l'âge où elle devient indépendante, et se lance dans l'aventure du retour au pays.

Pour elle, ce voyage au pays de l'enfance devrait être un retour définitif. Mais on accueille Zeida comme une vacancière, comme une étrangère. Elle-même ne cherche pas vraiment à s'intégrer à la vie du village, ce n'est plus son monde. L'amitié qu'elle noue avec un ami de son frère, Watari, lui sert à mesurer la distance qui la sépare de cette culture qui lui est étrangère. Zeida reprendra finalement le chemin de l'Europe.

Un petit témoignage romancé, plein d'amertume sur certains problèmes des immigrés nord-africains de la « deuxième génération ».

Pierre PERIER

Zeida de nulle part de Leïla Houari. Ed. L'Harmattan. 84 pages.

mière fois l'expérience de la liberté. En effet, tandis que ses patrons s'enfuient, elle doit, elle, garder la maison. C'est ainsi qu'elle se fait pour amie Finette, une adorable petite chatte, qu'elle s'attache à d'autres animaux abandonnés et transforme la maison en véritable ménagerie.

Malheureusement, les meilleures choses ont une fin et les patrons ne vont pas tarder à revenir. « Pour l'amour de Finette », Adrienne va connaître bien des aventures, quitter d'abord un foyer où elle menait une vie d'esclave mais où elle bénéficiait d'un certain confort. Adrienne va travailler dans une ferme clandestine tenue par un sympathique ivrogne et puis rencontrer « Juvisy » qui, avec ses copains « Saint-Ouen » et « Saint-Cloud » sont dans la Résistance.

Pour l'amour de Finette recrée sur un ton humoristique et tendre l'atmosphère de l'époque de l'Occupation. C'est un récit bien enlevé et plaisant à lire.

Alain LEMOINE

Pour l'amour de Finette de Remo Forlani. Coll. Folio. 275 pages.

Théâtre

Communiqués

• Le Gruppo Teatro Laboratorio de Vérone présente (en italien) cet été au Théâtre du Lucernaire le spectacle de Commedia dell'Arte, qu'il est venu jouer à notre dernière fête.

A travers cinq tableaux, c'est un spectacle typique de la Commedia dell'Arte. Présentation des personnages, danses, farces, acrobaties, pantomimes, se succèdent à un rythme enlevé. La mise en scène est de Ezio Maria Caserta.

Au Théâtre du Lucernaire, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, métro Notre-Dame-des-Champs.

Tous les jours à 21 h 45, jusqu'à fin août. Places : 90 F ; Etudiants : 50 F ; Collectivités : 45 F.

• Le Théâtre du Peuple de Bussang (Vosges), qui fête son 90^e anniversaire, présente les 20 et 21 juillet (à 15 h) : Un chapeau de paille d'Italie, de Labiche.

— et les 4, 10, 11, 15, 17, 18, 24 et 25 août à 15 h :

La légende d'Amys et Amyle, de Maurice Pottecher. Téléphone : (29) 61.50.48.

Martine CHEVALIER

Oro de Cizia Zykë. Ed. Hachette. 299 pages. 75 F.

Samedi 20 juillet

20 h 35. A2. On a osé chanter ça ! Jean-François Kahn présente des classiques de la chanson grivoise. Ce n'est pas toujours de la dentelle, mais, que voulez-vous, il s'agit d'un des fondements de la culture française.

20 h 35. FR3. Boulevard du rire. Invités de ce troisième rendez-vous : Miou-Miou, Pierre Richard, Jean Carmet, Michel Boujenah, etc. C'est souvent cabotin, mais parfois très drôle.

Dimanche 21 juillet

20 h 35. TF1. Les cavaliers. Un film de John Ford (1959). En 1863, en pleine guerre de Sécession, un colonel nordiste (John Wayne) est chargé d'une mission périlleuse à l'intérieur des lignes ennemies. Ce n'est pas le meilleur western de John Ford.

22 h 15. A2. Harlem Nocturne. Dans le cadre d'une série sur le jazz, ce soir : **Chicago Mélodie**. Le blues, des interviews et de la bonne musique.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Le bel Antonio. Un film de Bolognini (1960). A travers l'histoire d'un séducteur qui revient se marier dans son village sicilien, une critique du machisme, des conventions et de la morale. Avec Marcello Mastroianni et Claudia Cardinale.

Lundi 22 juillet

20 h 35. TF1. Le procès Paradine. Un film d'Alfred Hitchcock (1947) avec Gregory Peck. Quand un avocat s'éprend de sa cliente accusée d'avoir tué son mari, cela donne... un bon Hitchcock !

20 h 35. A2. L'or du Rhin. Une version très controversée (datant de 1976) de l'opéra de Richard Wagner dans une mise en scène de Patrice Chéreau et dirigé par Pierre Boulez.

20 h 35. FR3. La guerrillera. Un film de Pierre Kast (1981). Sur toile de fond historique (la retraite des troupes napoléoniennes d'Espagne), une histoire d'amour.

Mardi 23 juillet

20 h 35. TF1. Tazieff raconte sa Terre : On the rocks, ou les déserts arides de glace.

20 h 35. A2. Monsieur Verdoux. Un film de Charlie Chaplin (1946). Inspiré de l'affaire Landru : un petit bourgeois français médiocre et honnête qui se trouve renvoyé de son travail à cause de la crise. Il faut bien vivre, n'est-ce pas ? Alors il assassine les — riches — candidates au mariage...



Mercredi 24 juillet

20 h 40. TF1. Quelques hommes de bonne volonté, dernier épisode de ce feuilleton d'après l'œuvre de Jules Romains.

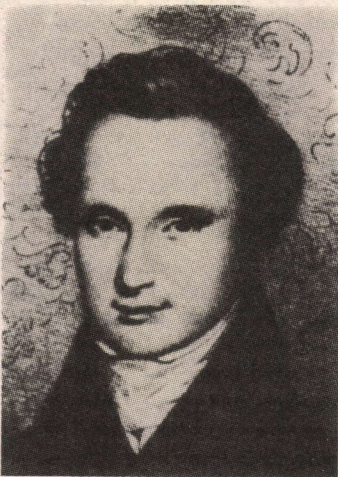
20 h 35. A2. L'affaire Meigneux. Une reconstitution du procès Meigneux, un proxénète minable qui avait étranglé, après l'avoir torturée, une de ses « protégées » et, au-delà de l'affaire elle-même, le problème de la prostitution et du proxénétisme.

Jeudi 25 juillet

20 h 35. A2. La bataille d'Alamein. Un film de Mino Loy (1968) qui veut, paraît-il, démontrer que les troupes italiennes pendant la Deuxième Guerre mondiale avaient un esprit plus guerrier qu'on veut bien le dire. Dommage ; nous, on préférerait plutôt leur image traditionnelle...

20 h 35. FR3. Je tue il. Un téléfilm fantastique de Pierre Boutron (1982). L'histoire d'un écrivain dont la personnalité se dédouble avec celle de son héros.

22 h 15. A2. Victor Hugo, raconté avec talent par Alain Decaux (deuxième émission).



Vendredi 26 juillet

20 h 35. TF1. Le temps des yéyés. Emission sur les années 1960, l'époque de Johnny, Sylvie, Eddy... et les autres.

21 h 15. FR3. André et Jacqueline, les liens du passé. Un reportage sur l'inceste à travers l'histoire d'un couple frère-sœur.

21 h 35. A2. Apostrophes, l'émission de Bernard Pivot faite cette semaine de bric et de broc et intitulée : Ça va pas la tête !

23 h. A2. Ogro. Film italien de Gillo Pontecorvo (1979), inspiré des événements espagnols de 1973, quand l'ETA a fait sauter Carrero Blanco placé au gouvernement par Franco. Un film inédit en France et plutôt sympathique à la cause de l'ETA. Avec Gian Maria Volonte.

FILMS



« Starman » de John Carpenter

En 1977, la NASA a expédié hors du système solaire une fusée portant divers symboles de notre société, entre autres un disque d'or portant des salutations dans toutes les langues et une invitation à venir nous visiter.

Ce fait réel a servi de point de départ à *Starman* où on voit un extra-terrestre répondre à cette invitation.

C'est ainsi qu'un beau jour, un étrange personnage débarque chez Jenny. Il a pris l'apparence de Scot, le mari défunt de Jenny. Au début, celle-ci est en quelque sorte prise en otage par son visiteur, mais elle apprend à apprécier ses qualités. La civilisation dont il vient n'est pas agressive, bien au contraire. Peu à peu, Jenny s'attache à ce compagnon d'un autre monde. La ressem-

blance parfaite avec son ancien mari fera le reste.

Comme dans *ET*, le message du film n'est pas trop compliqué : un plaidoyer pour l'amour et la fraternité. Les humains bornés (comme les militaires sans pitié qui pourchassent l'extra-terrestre ou l'homme de science tout prêt à l'autopsie) s'opposent

aux humains plus sympathiques (comme Jenny ou le représentant du Service de Recherche extra-terrestre qui laisse s'enfuir sa proie). Bref, tous les ingrédients d'un joli conte sont là, servis par une technique et un son parfaits. Le ciel aussi est pavé de bonnes intentions.

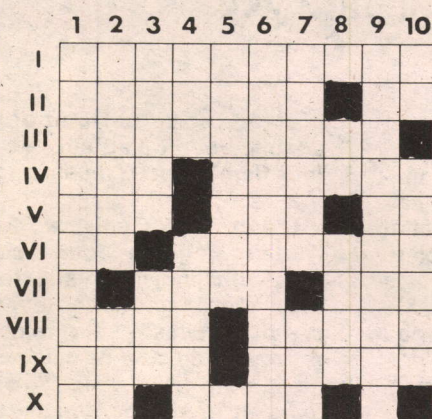
Roger PERIER

« Les contes clandestins »
de Dominique Crèveœur

Des personnages sans grande consistance, une histoire sans grand intérêt centrée sur une jeune femme qui attend tout le long du film l'homme qu'elle aime et qu'elle n'a rencontré qu'une fois. Celui-ci est un pacifiste

recherché par toutes les polices, elle et lui finissent par se retrouver à la fin du film, mais cela se termine mal. Quant à la passion amoureuse qui serait sans doute le thème du film, celui-ci a du mal à la communiquer.

MOTS CROISÉS



VERTICALEMENT — 1. De mauvais poil. 2. S'épanouissent dans les églises. Leste. 3. Foyer d'ouvrières. Unité tonnante. 4. Rage d'autrefois. Fournisseur d'édredons. 5. Séparent le bon grain. 6. A su rester pur. 7. A une double source. Limité par l'eau. 8. Grecque inversée. Vit dans les Andes et au Tibet. 9. Accablèrent. 10. Possessif. Suites.

Solution du numéro
précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	A	I	L	L	E	R	I	E	S
II	A	R	D	E	U	R	S	U	E	
III	T	R	E	P	I	E	D	S	N	
IV	T	I	E	R	S	I	O	N	S	
V	R	V	E	A	G	I	O			
VI	A	E	F	S	E	R	R	E		
VII	P	E	U	T	C	R	E	M	E	
VIII	E	S	I	L	L	E	A			
IX	R	T	O	U	R	E	L	L	E	
X	V	E	S	P	A	S	I	E	N	

HORIZONTALEMENT — I. Ne songent qu'à leur fin. II. Ne perd pas le fil. Symbole chimique. III. A des hauts et des bas. IV. Fin d'une Shahabanou. Conforme. V. Glace anglaise. La nôtre est atomique. Pour rêver. VI. Voyelles. Souvent de force. VII. Partisan devenu maréchal. Plus difficile que la critique. VIII. Eméché. Rendue par gestes. IX. Parle finno-ougrien. Bases d'architecture. X. Personnel. Supplie d'autrefois.

« Crazy day »

de Steven Spielberg



Le point de départ de ce *Crazy Day* est un certain samedi 8 février 1964, jour où les Beatles débarquèrent à New York. Toute une partie de la jeunesse américaine était déjà sur le pied de guerre pour attendre les idoles et assister le soir même à leur spectacle dans un grand théâtre new-yorkais.

Au travers des aventures de six joyeux lycéens du New Jersey, bien décidés à approcher coûte que coûte les vedettes, Spielberg nous fait revivre cette époque, et l'énorme engouement qu'ont suscité les quatre Anglais aux cheveux longs. Tout au long du film, le

réalisateur s'amuse à gentiment tourner en ridicule la « beatles-manie » : les filles s'évanouissant à la moindre apparition d'une touffe de cheveux ou d'une photo, tous les stratagèmes possibles et imaginables pour pénétrer dans l'hôtel où les idoles sont descendues, les collections de gazon où Paul a posé le pied, le morceau de drap, etc. Spielberg transforme tout cela en une succession ininterrompue de gags très réussis.

Les amateurs des chansons des Beatles seront peut-être déçus de ne presque rien en entendre ; en revanche, les amateurs de rire, eux, pourront s'en donner à cœur joie.

« Rouge Midi »

de Robert Guediguian



Un jeune Marseillais, au moment de quitter le quartier populaire de l'Estaque où il a grandi, songe à ce que fut la vie de sa famille, à commencer par celle de ses grands-parents, un couple de paysans italiens venus avec leurs trois enfants chercher du travail à Marseille en 1920.

Pour les trois générations successives, ce fut une vie de labeur, le plus souvent en usine, avec en toile de fond les accidents du travail, la morgue du patron, les grandes grèves de 1936, les bagarres avec les fascistes, l'Occupation, les difficultés de l'après-guerre.

Ces événements ne sont qu'évoqués brièvement et il ne se passe à proprement parler rien d'extraordinaire dans la vie de ces travailleurs, ponctuée, comme dans les autres familles, par les rencontres, les mariages et les naissances. Mais c'est l'occasion pour le réalisateur de montrer à travers la vie de cette famille ouvrière des années vingt aux années soixante-dix des gens fiers d'être ouvriers, avec une conscience de classe — le grand-

oncle docker et le père instituteur sont des militants communistes — et qui ne se laissent pas faire quelles que soient les circonstances.

Et la touche de nostalgie ne gâche en rien cette chronique réussie.

Attention, ce film ne passe à Paris que dans une seule salle, au Latina, 20, rue du Temple 75004.

« Sang pour sang »

de Joe Cohen

Un patron de bar, sa femme, l'amant et le détective privé sont les principaux et pour ainsi dire uniques personnages de ce film.

Malgré la citation d'Hitchcock mise en évidence à l'affiche, l'intrigue policière est grossière et le suspense prépare surtout des scènes de violence et de sang qui se révèlent rapidement sans surprise. Pour vampires en état de manque.

« David, Thomas et les autres »

de L. Szabo



Ce premier film du réalisateur hongrois Laszlo Szabo a pour cadre un petit village hongrois, juste après la guerre, en 1947. Mais c'est essentiellement à travers les enfants qu'on le découvre, à travers leurs jeux, leur curiosité, leurs émotions.

Leur activité favorite consiste à imiter les adultes : ils singent l'instituteur dont la femme, bien jolie (bien plus que lui, tous les enfants sont d'accord là-dessus), est partie avec un saltimbanque. Lui continue comme avant à jouer aux échecs avec un aristocrate déchu.

Comme les adultes, ils jouent avec les armes, avec les obus non éclatés, dans la carcasse d'un vieux tank calciné. Mais ils sont aussi capables de s'émouvoir, et sans doute plus que les adultes, de la détresse et de la souffrance des autres. David, le principal héros est révolté quand un adulte veut

détruire un chat (soi-disant mangeur de poules) à la dynamite ! Il est bouleversé par la détresse d'un paysan du village dont les quatre filles sont mortes durant la guerre par manque de soins, et qui, malade lui aussi, est obsédé par la recherche d'un baril d'eau-de-vie qui devrait le guérir...

Finalement, c'est en grande

partie parce que les enfants sont là que tous ces adultes, dont la vie a été brisée par cinq années de guerre et de folie, ne deviennent pas complètement insensibles et indifférents à ce qui les entoure.

David, Thomas et les autres est un film réussi.

Martine CHEVALIER

Sélection cinéma

AMADEUS.

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2^e (vo). Lucernaire 6^e (vo). George V 8^e (vo). Trois Parnassiens 14^e (vo).

LE BAL DES VAMPIRES.

de Roman Polanski.

Une parodie très drôle des films d'épouvante.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Impérial 2^e. George V 8^e. Sept Parnassiens 14^e (vo).

BRAZIL.

de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine traitée dans le style 1984 et sur le mode de l'humour noir.

Trois Parnassiens 14^e (vo).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE.

de Hector Babenco.

Par l'auteur de « Pixote », un film plein d'humour, de finesse et d'intelligence sur les relations qui se nouent entre deux hommes que tout sépare : un prisonnier politique et un homosexuel, dans une cellule d'une prison du Brésil des militaires.

Ciné Beaubourg 3^e (vo). Pagode 7^e (vo). Olympic Luxembourg 6^e (vo).

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine aux Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2^e. Cinoches 6^e (vo).

L'EAU ET LES HOMMES.

de Pierre Willemain.

A voir pour une suite d'images extraordinaires qui nous laissent pantois ; la paroi interne de la « Géode » constitue un écran géant.

La Géode 19^e.

LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.

Studio de la Harpe 5^e. Ellysées Lincoln 8^e.

LE FLIC DE BEVERLY HILLS.

de Martin Brest.

Un détective aux méthodes peu orthodoxes enquête sur la mort de son ami.

Paramount Marivaux 2^e. Marignan 8^e (vo).

FRANKENSTEIN JUNIOR.

de Mel Brooks.

Un monstre naît des expériences du petit-fils de Frankenstein. Monstrueusement drôle.

George V 8^e (vo). Lumière 9^e. Montparnos 14^e.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Studio de la Harpe 5^e (vo). Paramount Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Paramount Opéra 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Bienvenue 15^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e (vo). Paramount Maillot 17^e.

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Opéra Night 2^e.

KAOS, CONTES SICILIENS.

de Paolo et Vittorio Taviani.

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet 11^e (vo).

LES RIPOUX.

de Claude Zidi.

Des flics corrompus dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentés.

Gaumont les Halles 1^{er}. Rex 2^e. Danton 6^e. Biarritz 8^e. Montparnos 14^e.

LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo).

SOLEIL VERT.

de Richard Fleischer.

Film d'anticipation ? Une vision très pessimiste d'un monde de l'avenir.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). George V 8^e (vo). Lumière 9^e. Maxeville 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Fauvette 13^e. Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). Images 18^e.

Le bilan de la « décennie pour les femmes »

Ça ne va pas fort pour le « sexe faible »

Depuis le 10 juillet et jusqu'au 26 juillet se tient à Nairobi, au Kenya, une conférence internationale réunissant des milliers de femmes pour entreprendre le bilan de la « décennie des Nations unies pour les femmes », décidée à Mexico en 1975.

Malheureusement, mais comme c'était prévisible, la situation des femmes dans le monde ne s'est guère améliorée, comme en témoigne un rapport de l'ONU sur la situation des femmes en 1985.

« Alors qu'elles représentent 50 % de la population mondiale, les femmes font presque les deux tiers de toutes les heures de travail, ne reçoivent qu'un dixième des revenus du monde et possèdent moins de 1 % des biens de la planète ».

Bien entendu, elles subissent toujours et partout « la double journée de travail », assumant seules dans la

plupart des cas la charge d'élever les enfants et les travaux ménagers. Ainsi une Européenne dispose-t-elle, en moyenne, de deux fois moins de temps libre que son mari ; et une femme d'un pays pauvre de bien moins encore. Les femmes assurent presque la moitié de la production alimentaire mondiale et les trois quarts en Afrique. Sur ce continent, l'espérance de vie des femmes tend à diminuer, s'élevant à seulement 35 ans, contre 52 ans pour les hommes. A cause de la misère, de nombreux Africains quittent les villages pour aller chercher un hypothétique travail en ville, les femmes restent seules pour produire de quoi nourrir leurs enfants et assurer toutes les tâches au village.

Quant aux femmes qui travaillent en ville, elles occupent principalement les emplois les moins qualifiés et dans les secteurs de

service ; et « pour les femmes de nombreuses régions du monde, il n'est que trop vrai de dire qu'elles sont les dernières engagées et les premières licenciées ». Et puis, même si l'égalité des salaires est de plus en plus fréquemment officiellement reconnue dans la législation, dans les faits, elle reste le plus souvent à imposer.

Ne parlons pas du domaine politique, qui est une des places fortes de l'arriération et où l'entrée des femmes se heurte à une résistance opiniâtre. En Europe, seulement 5 à 11 % des postes gouvernementaux sont tenus par des femmes. Ne parlons pas non plus des conséquences des préjugés religieux, qui pèsent sur les femmes dans bien des pays, ou de celles de la crise et de la misère dans les pays pauvres où le sort des femmes subit directement les effets de la situa-



tion de détresse matérielle.

Le bilan n'est donc guère brillant même si, selon le rapport de l'ONU, les femmes sont un peu plus reconnues, sont mieux informées et accèdent plus facilement à la contraception.

L'inégalité de l'homme et de la femme est un de ces nombreux vestiges de barbarie dont la société capitaliste est incapable de débarrasser la planète — comme elle est incapable de la débarrasser de bien d'autres... Ce ne sont pas « les journées de la femme », « l'année de la femme » ou « la décennie de la femme » des Nations unies qui tendent à prouver le contraire.

C.L.

Capitalisme rime toujours avec sexisme

Il est instructif d'examiner ce qu'est la situation des femmes dans deux pays où règne le capitalisme le plus triomphant : les Etats-Unis et le Japon.

Aux Etats-Unis, les femmes gagnent en moyenne 40 % de moins que les hommes. « Pour chaque dollar reçu par un travailleur masculin, une femme ne reçoit que 62 cents », nous apprend *Le Monde* du 14 et 15 juillet à l'occasion de la conférence de Nairobi. Elles accèdent à très peu de postes de responsabilités et sur le plan politique, bien que constituant 53 % de l'électorat, elles ne détiennent que 5 % des postes politiques !

Au Japon, la situation est pire encore. Seulement 0,8 % des femmes ont des postes de responsabilités. Elles ne sont nulle part reconnues égales aux hommes sur le plan professionnel et trouvent surtout du travail à temps partiel. (C'est le cas d'une Japonaise sur cinq). Or, au Japon, travailler à temps partiel, cela signifie gagner 60 à 70 % de moins par rapport à un salaire normal, même si les horaires du temps partiel, eux, peuvent grimper jusqu'à 35 heures par semaine ! « L'emploi de millions de femmes, à des conditions salariales et sociales bien souvent inférieures à ce qu'elles sont en Europe pour des travailleurs immigrés, fait gagner chaque année des milliards aux employeurs nippons », reconnaît le journaliste du *Monde*. Vingt pour cent d'entre elles seulement sont protégées par une couverture sociale. Cela fait partie des causes du « miracle japonais ». Comme quoi, justement, il n'y a pas de miracle !

C.L.

Violence contre les non-violents de Greenpeace

Le 10 juillet, dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, une explosion a coulé le « *Rainbow Warrior* » (le Combattant de l'Arc-en-Ciel), un bateau du mouvement écologiste international Greenpeace. L'attentat a fait un mort, un photographe portugais, militant de Greenpeace.

Le « *Rainbow Warrior* », qui avait fait plusieurs campagnes contre la chasse commerciale à la baleine, se trouvait en Nouvelle-Zélande pour prendre la tête d'une nouvelle campagne contre les essais nucléaires et notamment ceux de la France à Mururoa.

Dans le monde, une explosion nucléaire a lieu en moyenne par semaine. 1500 essais nucléaires ont eu lieu depuis la destruction d'Hiroshima et Nagasaki il y a quarante ans. La France, qui a cessé ses essais dans l'atmosphère en 1974, poursuit des essais souterrains. Il est évident que la campagne contre les essais (campagne qui va continuer malgré l'attentat) agace la Marine française et le gouvernement.

Mais il n'y a pas que les autorités françaises que Greenpeace agace et gêne. La dernière mission du « *Rainbow Warrior* » a consisté à évacuer, à leur demande, 327 personnes

de l'atoll de Rongelap dans les Iles Marshall (administrées par les USA). L'atoll avait été contaminé en mars 1954, lors des essais de la première bombe « H » américaine. A cette époque, les autorités américaines avaient évacué leurs militaires mais n'avaient ni prévenu ni évacué les habitants des atolls voisins.

En Nouvelle-Zélande même, Greenpeace vient de mener une campagne contre la société chimique Ivon Watkins Dow Limited, accusée de rejeter en mer des déchets à la dioxine, sinistrement célèbre depuis Seveso.

Aux autorités françaises, américaines, aux industriels néo-zélandais, il faut encore ajouter, dans la liste, les capitaines pollueurs et les chasseurs de baleines : les gens qui ont des raisons d'en vouloir à Greenpeace ne manquent pas. Et comme, contrairement aux militants de l'organisation écologiste, ils ne font pas en général dans la non-violence, il ne faut sans doute pas s'étonner qu'il s'en soit trouvé un pour avoir l'idée de dynamiter le navire des gêneurs. On se demande même si les autorités locales mettent beaucoup d'empressement à les rechercher.

A.S.



Israël : Crétinerie religieuse au pouvoir

Avant les concerts et les disques d'aide à l'Ethiopie, Israël, il y a quelques mois, avait réalisé aussi, sur ce thème, sa B.A. : l'Etat sioniste, par pont aérien, avait transféré des milliers de Juifs éthiopiens, les Falashas, en Israël.

Aujourd'hui, ces mêmes Juifs Falashas vivant en Israël en sont à mener des actions de

protestation. Ils s'estiment victimes de discrimination de la part des autorités rabbiniques qui considèrent que les Falashas ne sont pas vraiment juifs.

Leur rite n'étant pas exactement le même que celui pratiqué en Israël, les rabbins veulent imposer aux Falashas une conversion symbolique. Ce que les Falashas trouvent humiliant et refusent : « Nous n'avons pas souffert pendant des siècles pour préserver notre judaïcité pour nous entendre dire une fois en terre promise que nous ne sommes pas Juifs », ont déclaré leurs porte-parole. Certains Falashas ont entamé une grève de la faim, et 500 d'entre eux ont marché sur l'aéroport de Tel-Aviv. Une pancarte réclamait

même : « Laissez-nous partir vers un pays qui nous reconnaîtra comme Juifs ».

La crétinerie religieuse est poussée à un tel point en Israël qu'elle parvient à mécontenter en moins de six mois une des communautés qui croyait le plus fermement, et le plus religieusement, à la « Terre Promise ». C'est un record !

Paroles, paroles...

Dans un communiqué de presse, Greenpeace révèle « qu'un fût provenant de la cargaison du « *Mont-Louis* », qui a coulé au large d'Ostende en août 1984, s'est échoué le 13 juillet sur la côte ouest du Danemark ».

On se souvient qu'à l'époque de ce naufrage, on nous avait assurés que tous les containers transportés par le « *Mont-Louis* » contenant un produit dangereux pouvant être la cause d'une grave pollution avaient été récupérés. Il s'avère aujourd'hui que c'était faux. « Ceci ébranle sérieusement la confiance que nous pourrions avoir dans les paroles rassurantes des autorités dans des affaires de ce type », commente Greenpeace. En effet.